



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

4

Compte d'Etat

Comptes spéciaux

2008

Impressum

Rédaction

Administration fédérale des finances
Internet: www.efv.admin.ch

Distribution

OFCL, Vente des publications fédérales, CH-3003 Bern
www.bbl.admin.ch/bundespublikationen
No d'art. 601.300.08f

Comptes spéciaux

| | Page |
|--|-----------|
| 1 Fonds pour les grands projets ferroviaires | 3 |
| Arrêté fédéral II (projet) | 12 |
| 2 Fonds d'infrastructure | 13 |
| Arrêté fédéral III (projet) | 21 |
| 3 Domaine des écoles polytechniques fédérales | 23 |
| Arrêté fédéral IV (projet) | 56 |
| 4 Régie fédéral des alcools | 57 |
| Arrêté fédéral V (projet) | 66 |

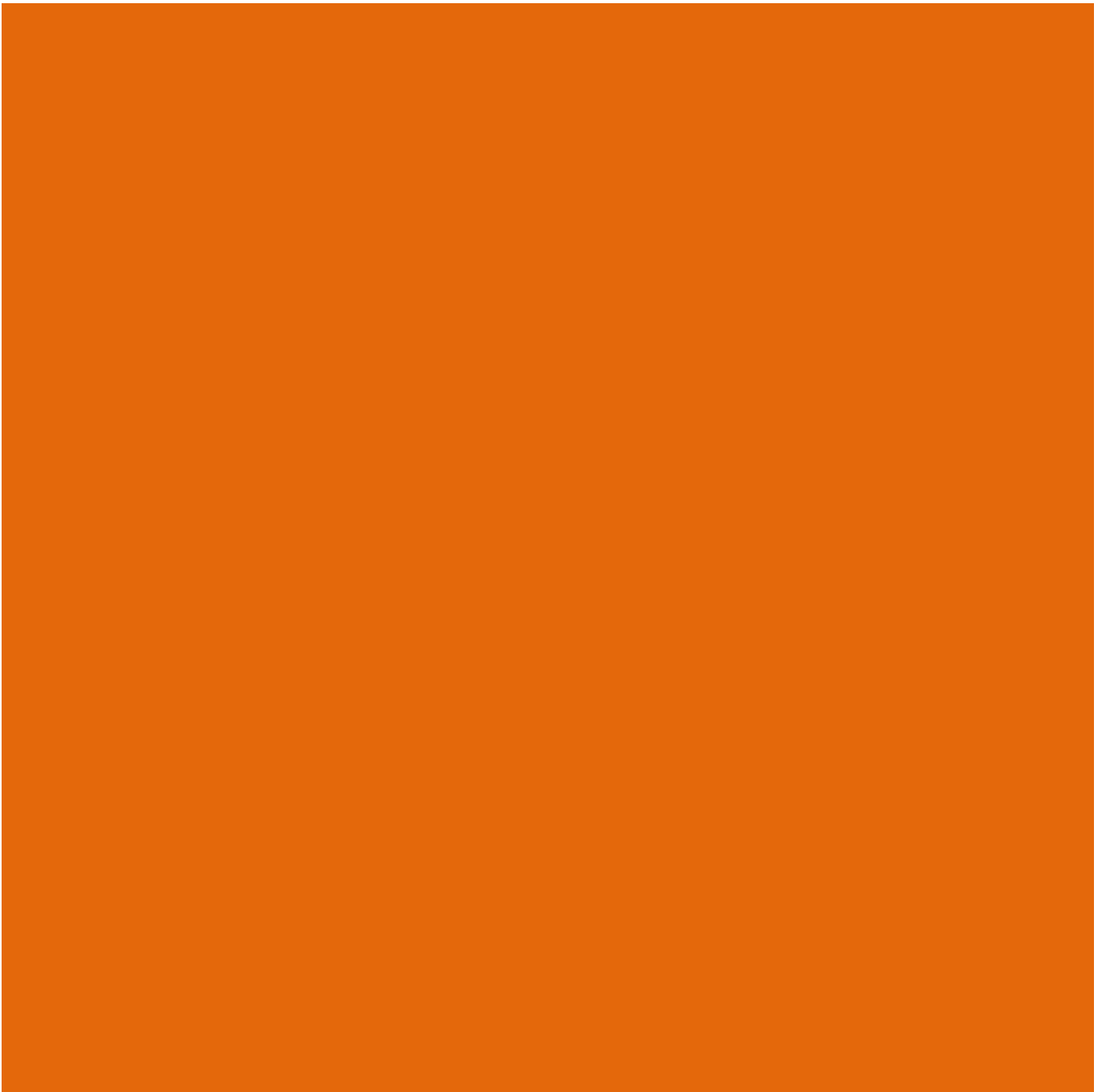


Table des matières

| | Page |
|---|----------|
| 1 Fonds pour les grands projets ferroviaires | 7 |
| 11 Bases légales, structures et compétences | 7 |
| 12 Fonctionnement du fonds | 7 |
| 13 Compte 2008 | 7 |
| Arrêté fédéral II (projet) | 12 |

11 Bases légales, structures et compétences

L'institution d'un fonds pour les grands projets ferroviaires trouve sa base dans l'art. 196, ch. 3 (disposition transitoire ad art. 87), al. 3, des dispositions transitoires de la Constitution. Les procédures qui le régissent sont fixées dans l'AF du 9 octobre 1998 portant règlement du fonds pour les grands projets ferroviaires (RS 742.140). Le tableau de la page 8 donne un aperçu général de la structure du fonds.

Le fonds est juridiquement *dépendant* et doté d'une comptabilité propre. Sa structure se compose d'un compte de résultats et d'un bilan.

Le *compte de résultats* comprend:

- les revenus, qui se composent d'attributions aux fonds sous forme de recettes affectées ainsi que de la capitalisation des prêts à taux variable conditionnellement remboursables, des prêts remboursables et des avances;
- les charges, qui se composent des prélèvements consacrés aux projets, des intérêts passifs sur les engagements du fonds, de la réévaluation des actifs ainsi que, dans une phase ultérieure, des remboursements des avances accordées par la Confédération.

Dans le cadre des compétences définies à l'art. 196, ch. 3, al. 2, de la Constitution, le *Conseil fédéral* décide périodiquement dans quelle mesure les différents moyens financiers prévus sont versés au fonds (art. 4 du règlement). Il prend sa décision sur la base d'une planification financière garantissant la couverture des coûts des projets. Parallèlement à l'élaboration du budget, le Conseil fédéral établit une planification financière sur trois ans et informe le Parlement des résultats obtenus (art. 8, al. 2, du règlement).

L'*Assemblée fédérale* fixe chaque année par un arrêté fédéral simple, en même temps que le budget de la Confédération, les moyens financiers consacrés aux différents projets. Pour ce faire, elle approuve un crédit budgétaire pour chaque projet (art. 3 du règlement). C'est également l'Assemblée fédérale qui approuve les comptes du fonds (art. 8, al. 1, du règlement).

12 Fonctionnement du fonds

Dans une *première phase d'existence* du fonds, il y a un pic d'investissement en raison du cumul des projets. Les recettes affectées ne suffisent alors pas à couvrir les charges annuelles du fonds. Le solde négatif du compte de résultats est alors annuellement couvert par l'octroi d'avances (art. 6, al. 1, du règlement) qui, avec le temps, s'accumulent au niveau du bilan du fonds. Les avances octroyées ne peuvent excéder 8,6 milliards de francs (prix de 1995) en valeur cumulée (art. 6, al. 2, du règlement). Elles seront indexées jusqu'à la fin de 2010. Pour refinancer à son tour l'octroi d'avances au fonds, la Confédération doit emprunter les

fonds nécessaires sur le marché des capitaux, augmentant ainsi le niveau d'endettement de l'Etat.

Dans la *seconde phase d'existence* du fonds, les moyens financiers prévus par l'article constitutionnel, à savoir les recettes affectées, sont plus importants que les prélèvements du fonds pour les différents projets. Il en résulte un surplus annuel de financement. Conformément à l'art. 6, al. 3, du règlement, au moins 50 % des apports au fonds affectés (RPLP et pour mille de la TVA) doivent être consacrés au remboursement des avances à partir de 2015¹. Cette règle s'applique jusqu'à ce que l'ensemble des avances ait été remboursé. Cela permettra de diminuer le poste des avances au bilan du fonds et de réduire les engagements du fonds vis-à-vis de la Confédération. Au niveau du bilan de la Confédération, le poste des avances figurant sous patrimoine financier diminue, ce qui réduit d'autant la part de l'endettement de la Confédération due aux grands projets ferroviaires.

Finalement, le fonds sera dissout lorsque les différents projets seront réalisés et que les avances, rémunérées aux conditions du marché, auront été complètement remboursées.

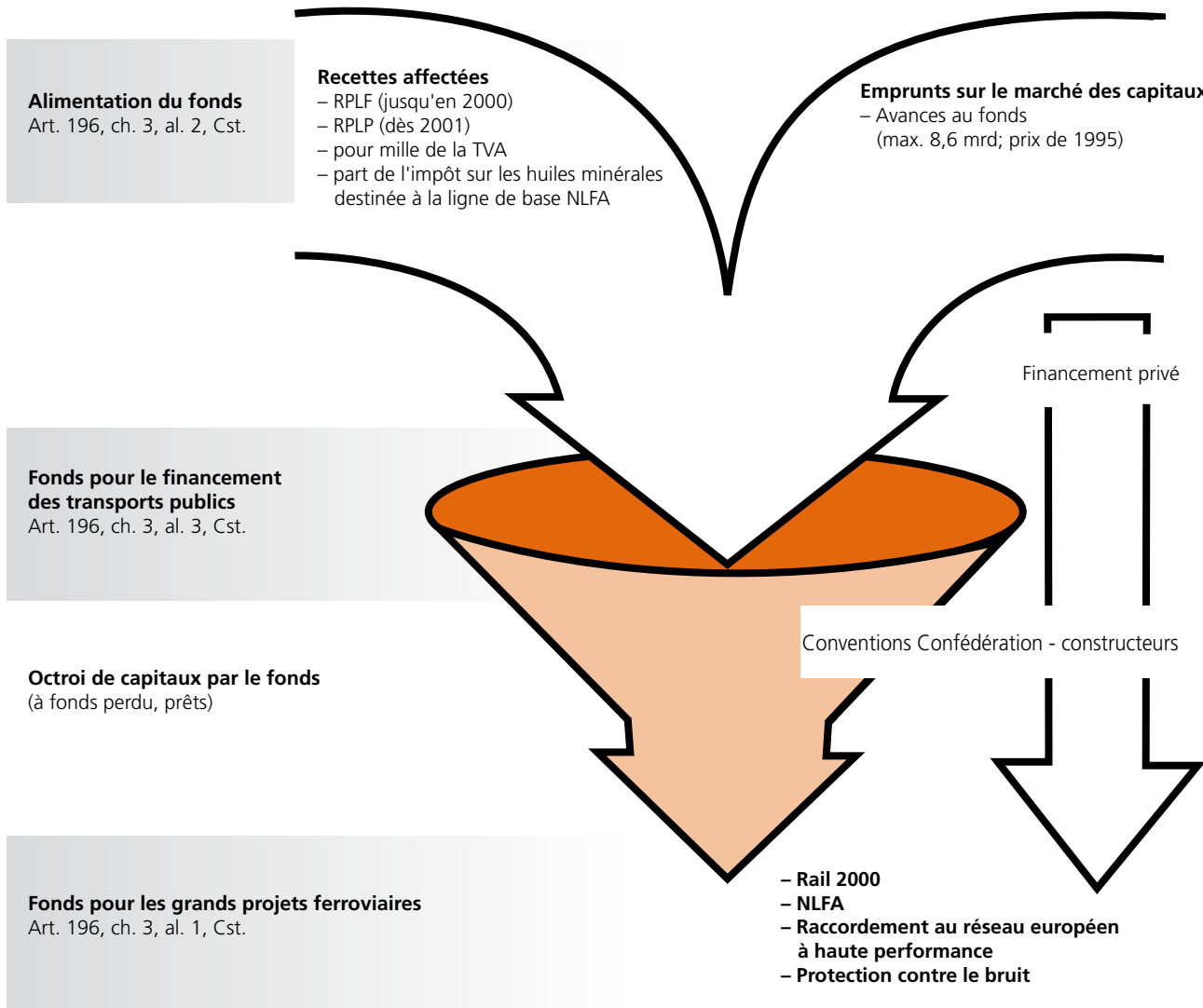
13 Compte 2008

Les recettes à affectation obligatoire se chiffrent à 1 614 millions, soit 286 millions de plus que l'année précédente (+22 %): l'augmentation de la redevance sur le trafic des poids lourds liée aux prestations (RPLP) et la conjoncture favorable ont permis une croissance de 228 millions des recettes liées à la RPLP (total 940 mio). Les recettes issues du pour mille de la taxe sur la valeur ajoutée ont augmenté de 13 millions pour s'établir à 312 millions de francs. Ce produit ne comprend pas les recettes extraordinaires (23 mio) liées à l'introduction du nouveau modèle comptable de l'Administration fédérale le 1^{er} janvier 2007 (passage du principe de la comptabilité de caisse [Cash Accounting] à celui de la comptabilité basée sur l'exercice [Accrual Accounting]). Les attributions issues de l'impôt sur les huiles minérales (25 %) destinées à la réalisation de la NLFA se chiffrent à 339 millions et dépassent ainsi de 22 millions celles de 2007.

En 2008, le fonds pour les grands projets ferroviaires a converti un prêt à taux variable et conditionnellement remboursable octroyé aux CFF (portant sur une somme de 76,773 mio) en un prêt remboursable destiné aux équipements ETCS et ETM (infrastructure mobile) des véhicules du trafic voyageurs. Les CFF ont déjà remboursé 6,773 millions au fonds. A la fin de 2008, le prêt se chiffrait donc encore à 70 millions de francs. D'ici à 2022, les CFF rembourseront intégralement le prêt par tranches annuelles de 5 millions.

¹ Le Parlement a adapté le règlement du fonds dans le cadre de la vue d'ensemble FTP. La modification qui entrera en vigueur le 1.1.2010 prévoit qu'après la mise en service régulière du tunnel de base du St-Gothard, le budget et le plan financier du fonds devront prévoir au moins 50 pour-cent des attributions au fonds affectées selon l'article 196, chiffre 2, alinéa 2, lettres b et e de la Constitution fédérale en vue de rembourser les avances.

Fonds pour les grands projets ferroviaires



Le 2 avril 2008 le Conseil fédéral a augmenté de 139 millions le crédit budgétaire de la ligne de base du Loetschberg, qui passe ainsi à 169 millions ; il a effectué une opération similaire le 26 septembre 2008 pour la ligne de base du St-Gothard (augmentation de 180 mio). Par ailleurs, le 26 novembre 2008, le Conseil fédéral a augmenté une nouvelle fois le crédit budgétaire de cette ligne (+ 70 mio) en raison de l'avancement des travaux plus rapide que prévu, portant ainsi le crédit à 1 216 millions. Bien que le crédit budgétaire actualisé n'ait pas été utilisé entièrement (solde de crédit de 168 mio), les fonds utilisés en 2008 (1667 mio) pour réaliser les projets sont plus élevés qu'en 2007 (+ 214 mio, ou + 15 %).

Au total, les dépenses pour la NLFA (sans analyse des capacités des axes nord-sud) se chiffrent à 1 355 millions, soit 86 millions

de plus qu'en 2007. Etant donné que le décompte final du projet approche, la ligne de base du Loetschberg et les améliorations apportées au reste du réseau de l'axe du Loetschberg ont requis respectivement 193 millions et 61 millions de moins que l'année précédente, la ligne de base du St-Gothard ayant pour sa part requis 343 millions de plus. En 2008, tous les chantiers au St-Gothard ont progressé plus vite que prévu.

La première étape de RAIL 2000 a requis 27 millions. Cela représente moins de la moitié par rapport à l'année précédente et constitue un signe avant-coureur de la conclusion proche de ce projet. Un montant de 0,3 million a été utilisé pour la planification du développement de l'infrastructure ferroviaire (ZEB).

Par rapport aux comptes 2007, les prélèvements du fonds pour le raccordement au réseau ferré européen ont augmenté nettement (+ 145 mio) pour arriver à 155 millions de francs. Différents projets LGV en France (aménagement Bellegarde–Nurieux–Bourg-en-Bresse, Vallorbe/Pontarlier–Dijon, Belfort–Dijon) et en Suisse (Saint-Gall – St-Margrethen) ont été lancés en 2008.

En comparaison avec l'année précédente, les dépenses liées à la lutte contre le bruit (mesures infrastructurelles, par ex. parois antibruit) et à l'assainissement du matériel roulant ont augmenté de 18 millions, passant à 127 millions de francs.

Du fait de la hausse du taux d'intérêt et des avances plus élevées, les intérêts sur les avances à prendre en charge par le fonds se chiffrent à 226 millions, soit 44 millions de plus (+ 25 %) qu'en 2007. Les intérêts sur les avances représentent ainsi 18 % des recettes affectées issues de la RPLP et de la TVA (les recettes de l'impôt sur les huiles minérales ne sont pas disponibles pour rémunérer les avances).

Après imputation des intérêts sur les avances, le fonds clôt ses comptes 2008 avec un découvert de 202 millions, soit 104 millions de moins qu'en 2007. Si l'on tient compte du prêt remboursable des CFF (= revenus) et des recettes extraordinaires de la TVA au total de 100 millions, le déficit du fonds est pratiquement inchangé par rapport à l'année précédente. Les avances passent de 7 037 à 7 240 millions. Elles restent ainsi inférieures de 2 500 millions à la limite indexée des avances prescrite par la loi.

Les travaux de finition de l'ouvrage de raccordement du tunnel de base du Zimmerberg (Nidelbad) étant achevés, les prêts à taux variable conditionnellement remboursables (42 mio) ont été transférés de la comptabilité du fonds au bilan de la Confédération. Par ailleurs, dans le cadre du décompte final du tunnel de base du Loetschberg (TBL), les investissements portés à l'actif, plus précisément l'état définitif des prêts, ont été fixés à 2,2 milliards au 31.12.2008. Les contributions à fonds perdu du TBL jusqu'en 2008 se chiffrent donc à 3 milliards (coûts finaux effectifs présumés du TBL: 5,2 mrd).

Compte de résultats

| CHF | Compte 2007 | Budget | | Compte 2008 | Ecart p. r. au C 2007 | |
|---|----------------------|--------------------------|--|----------------------|-----------------------|--------------|
| | | y c. suppléments 2008 | | | val. abs. | % |
| Revenus | 2 302 481 736 | 2 839 534 994 | | 2 570 237 752 | 267 756 016 | 11,6 |
| Recettes affectées | 1 327 879 946 | 1 535 234 200 | | 1 613 888 211 | 286 008 265 | 21,5 |
| Taxe sur la valeur ajoutée | 299 093 864 | 306 000 000 | | 311 980 704 | 12 886 840 | 4,3 |
| Redevance sur le trafic des poids lourds | 711 855 152 | 879 266 700 | | 940 057 836 | 228 202 684 | 32,1 |
| Impôt sur les huiles minérales | 316 930 930 | 349 967 500 | | 338 635 796 | 21 704 866 | 6,8 |
| Recettes extraordinaires, TVA | – | – | | 23 213 875 | 23 213 875 | n.d. |
| Capitalisation de prêts remboursables, Confédération | – | – | | 76 773 000 | 76 773 000 | n.d. |
| Capitalisation de prêts à taux variable conditionnellement remboursables | 668 300 000 | 730 180 000 | | 677 400 000 | 9 100 000 | 1,4 |
| NLFA, dont | | | | | | |
| axe du Loetschberg | 164 800 000 | 84 200 000 | | 68 000 000 | -96 800 000 | -58,7 |
| axe du St-Gothard | 434 600 000 | 608 000 000 | | 605 900 000 | 171 300 000 | 39,4 |
| améliorations apportées au reste du réseau, axe du Loetschberg | 46 100 000 | 6 900 000 | | 3 500 000 | -42 600 000 | -92,4 |
| Rail 2000, dont | | | | | | |
| 1 ^{re} étape | 22 800 000 | 26 100 000 | | – | -22 800 000 | -100,0 |
| Raccordement au réseau européen | – | 4 980 000 | | – | – | n.d. |
| Capitalisation des avances, Confédération | 306 301 790 | 574 120 794 | | 202 176 541 | -104 125 249 | -34,0 |
| Charges | 2 302 481 736 | 2 839 534 994 | | 2 570 237 752 | 267 756 016 | 11,6 |
| Prélèvements consacrés aux projets | 1 453 108 901 | 1 835 776 000 | | 1 667 215 102 | 214 106 201 | 14,7 |
| NLFA, dont | | | | | | |
| surveillance du projet | 3 926 665 | 3 970 000 | | 2 820 844 | -1 105 821 | -28,2 |
| axe du Loetschberg | 329 550 016 | 168 700 000 | | 136 007 034 | -193 542 982 | -58,7 |
| axe du St-Gothard | 869 180 141 | 1 216 027 000 | | 1 211 897 487 | 342 717 346 | 39,4 |
| aménagement de Surselva | -76 570 | – | | – | 76 570 | -100,0 |
| raccordement de la Suisse orientale | 478 343 | – | | – | -478 343 | -100,0 |
| aménagement Saint-Gall - Arth-Goldau | 906 392 | 3 497 000 | | 790 000 | -116 392 | -12,8 |
| améliorations apportées au reste du réseau, axe du Loetschberg | 64 864 870 | 4 262 000 | | 3 812 000 | -61 052 870 | -94,1 |
| améliorations apportées au reste du réseau, axe du St-Gothard | – | 5 000 000 | | – | – | n.d. |
| garantie du tracé | – | 2 300 000 | | – | – | n.d. |
| analyse de la capacité des axes nord-sud | 1 951 555 | 2 500 000 | | 2 466 342 | 514 787 | 26,4 |
| Rail 2000, dont | | | | | | |
| 1 ^{re} étape | 62 782 485 | 35 000 000 | | 27 223 409 | -35 559 076 | -56,6 |
| 2 ^e étape/ZEB | 664 251 | 4 000 000 | | 292 648 | -371 603 | -55,9 |
| Raccordement au réseau européen, dont | | | | | | |
| surveillance du projet | 1 525 419 | 3 500 000 | | 122 815 | -1 402 604 | -91,9 |
| aménagement Saint-Gall - St-Margrethen | 1 322 671 | 10 000 000 | | 7 208 124 | 5 885 453 | 445,0 |
| aménagement Lindau - Geltendorf | – | 2 000 000 | | – | – | n.d. |
| aménagement Bülach - Schaffhouse | 1 489 569 | 1 600 000 | | 1 600 000 | 110 431 | 7,4 |
| construction nouvel axe Belfort - Dijon | – | 45 000 000 | | 45 000 000 | 45 000 000 | n.d. |
| aménagement Vallorbe/Pontarlier - Dijon | 5 075 375 | 13 900 000 | | 13 609 200 | 8 533 825 | 168,1 |
| aménagement du nœud de Genève | 125 525 | 1 500 000 | | 909 403 | 783 878 | 624,5 |
| aménagement Bellegarde - Nurieux - Bourg-en-Bresse | – | 93 720 000 | | 80 903 695 | 80 903 695 | n.d. |
| raccordement aéroport Bâle - Mulhouse | – | 100 000 | | – | – | n.d. |
| aménagement Bienne - Belfort | 26 900 | 1 600 000 | | 320 251 | 293 351 | 1090,5 |
| aménagement Berne - Neuchâtel - Pontarlier | – | 3 800 000 | | 2 045 215 | 2 045 215 | n.d. |
| aménagement Lausanne - Vallorbe | – | 600 000 | | 371 220 | 371 220 | n.d. |
| aménagement Sargans - St-Margrethen | 253 921 | 800 000 | | 734 908 | 480 987 | 189,4 |
| aménagement Saint-Gall - Constance | – | 1 400 000 | | 768 264 | 768 264 | n.d. |
| aménagement Zurich-Aéroport - Winterthour | 288 203 | 1 000 000 | | 1 000 000 | 711 797 | 247,0 |
| Protection contre le bruit | 108 773 170 | 210 000 000 | | 127 312 243 | 18 539 073 | 17,0 |
| Intérêts sur les avances | 181 072 835 | 273 578 994 | | 225 622 650 | 44 549 815 | 24,6 |
| Réévaluation de prêts à taux variable conditionnellement remboursables | 668 300 000 | 730 180 000 | | 677 400 000 | 9 100 000 | 1,4 |

n.d.: non disponible

Bilan

| CHF | Compte 2007 | Compte 2008 | Ecart p. r. au C 2007 val. abs. % | |
|---|------------------------|------------------------|---|-------------|
| Actif | 7 037 403 949 | 7 309 580 489 | 272 176 540 | 3,9 |
| Actif circulant | 0 | 0 | 0 | |
| Comptes courants, constructeurs | 657 864 | 600 271 | -57 593 | -8,8 |
| Réévaluation de comptes courants, constructeurs | -657 864 | -600 271 | 57 593 | -8,8 |
| Actif immobilisé | 7 037 403 949 | 7 309 580 489 | 272 176 540 | 3,9 |
| Prêts à taux variable conditionnellement remboursables | 11 652 100 000 | 11 650 930 000 | -1 170 000 | -0,0 |
| NLFA, axe du Loetschberg | 2 664 800 000 | 2 191 303 000 | -473 497 000 | -17,8 |
| NLFA, axe du St-Gothard | 2 912 900 000 | 3 518 800 000 | 605 900 000 | 20,8 |
| NLFA, raccordement de la Suisse orientale | 42 000 000 | 0 | -42 000 000 | -100,0 |
| NLFA, améliorations apportées au reste du réseau, axe du Loetschberg | 263 100 000 | 266 600 000 | 3 500 000 | 1,3 |
| Rail 2000, 1re étape | 5 769 300 000 | 5 674 227 000 | -95 073 000 | -1,6 |
| Prêts remboursables | - | 70 000 000 | 70 000 000 | n.d. |
| Rail 2000, 1re étape | - | 70 000 000 | 70 000 000 | n.d. |
| Réévaluation de prêts à taux variable conditionnellement remboursables | -11 652 100 000 | -11 650 930 000 | 1 170 000 | -0,0 |
| Endettement du fonds (avances) | 7 037 403 949 | 7 239 580 489 | 202 176 540 | 2,9 |
| Passif | 7 037 403 949 | 7 309 580 489 | 272 176 540 | 3,9 |
| Capitaux de tiers | 7 037 403 949 | 7 309 580 489 | 272 176 540 | 3,9 |
| Prêts remboursables de la Confédération | - | 70 000 000 | 70 000 000 | n.d. |
| Avances de la Confédération | 7 037 403 949 | 7 239 580 489 | 202 176 540 | 2,9 |

n.d.: non disponible

Projet

Arrêté fédéral II concernant les comptes du fonds pour les grands projets ferroviaires pour l'année 2008

du # juin 2009

L'Assemblée fédérale de la Confédération suisse,
vu l'art. 8, al. 1, du règlement du fonds pour les grands projets
ferroviaires du 9 octobre 1998¹,
vu le message du Conseil fédéral du # avril 2009²,

arrête:

Art. 1

Les comptes du fonds pour les grands projets ferroviaires sont
approuvés pour l'exercice 2008 comme suit:

- a. le compte de résultats présente des prélèvements de
1 667 215 102 francs pour les projets et il se solde par un
défaut de financement de 202 176 541 francs, couvert par
des avances;
- b. le bilan présente des avances de 7 239 580 489 francs.

Art. 2

Le présent arrêté n'est pas soumis au référendum.

¹ RS 742.140

² Non publié dans la FF

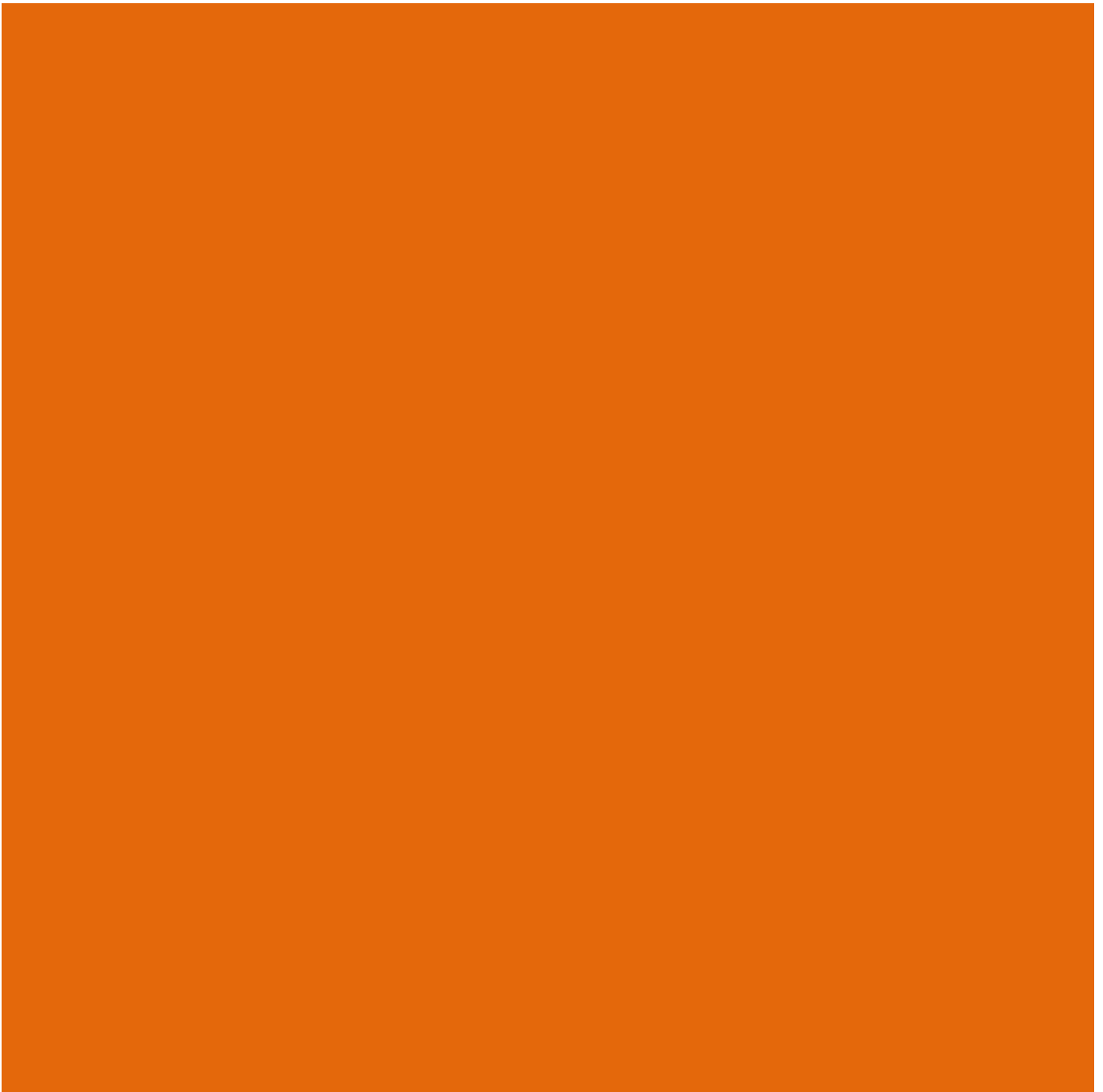


Table des matières

| | Page |
|---|-----------|
| 2 Fonds d'infrastructure pour le trafic d'agglomération, le réseau des routes nationales de même que pour les routes principales dans les régions de montagne et les régions périphériques | 17 |
| 21 Bases légales, structure et compétences | 17 |
| 22 Fonctionnement du fonds d'infrastructure | 17 |
| 23 Compte 2008 | 18 |
| Arrêté fédéral III (projet) | 21 |

21 Bases légales, structure et compétences

Le fonds d'infrastructure se fonde sur l'art. 86, al. 3, et l'art. 173, al. 2, de la Constitution fédérale. La loi du 6.10.2006 sur le fonds d'infrastructure en règle les principes fondamentaux. L'arrêté fédéral du 4.10.2006 concernant le crédit global pour le fonds d'infrastructure fixe la répartition entre les différentes tâches. L'ordonnance concernant l'utilisation de l'impôt sur les huiles minérales à affectation obligatoire (OUMin) énonce la procédure à suivre.

La loi sur le fonds d'infrastructure est entrée en vigueur le 1.1.2008.

La forme du fonds d'infrastructure est celle d'un fonds sans personnalité juridique mais doté d'une comptabilité propre, composée d'un compte de résultats et d'un bilan. Il dispose par ailleurs d'un compte de liquidités permettant d'afficher son solde.

Le compte de résultats comprend:

- *les revenus*; il s'agit des attributions au fonds (première attribution et attributions annuelles provenant des recettes affectées de redevances routières), des investissements des routes nationales en construction portés à l'actif et des prêts aux projets ferroviaires dans le cadre du trafic d'agglomération;
- *les charges*; il s'agit des prélèvements servant au financement des tâches (achèvement du réseau, élimination des goulets d'étranglement, mesures dans les agglomérations, routes principales dans les régions de montagne et les régions périphériques), des investissements pour les tronçons de routes nationales achevés qui ont été reportés au bilan de la Confédération et de la réévaluation des prêts aux projets ferroviaires dans le cadre du trafic d'agglomération.

Dans les prélèvements pour les routes nationales, une distinction est faite entre les parts portées à l'actif et celles qui ne le sont pas. La Confédération ne peut porter à l'actif les dépenses relatives à la construction des routes nationales que lorsqu'elle enregistre une entrée d'actifs correspondante. Ne peuvent ainsi pas être portées à l'actif les dépenses consacrées aux installations devenues propriété des cantons (par ex. ouvrages de protection contre les dangers naturels situés hors du périmètre des routes nationales, routes de raccordement entre les routes nationales et le réseau routier secondaire, etc.) et certaines autres dépenses (par ex. liées à un remembrement parcellaire, à des fouilles archéologiques, à des compensations écologiques, etc.).

Le bilan se présente comme suit (postes budgétaires importants):

- *Actif circulant*: les moyens à disposition se composent principalement des créances envers la Confédération. A noter que le fonds d'infrastructure ne dispose pas de liquidités, car celles-ci ne sont mises à disposition qu'au fur et à mesure et en fonction des besoins effectifs.

- *Actif immobilisé*: il est composé des routes nationales en construction ainsi que des prêts destinés au trafic ferroviaire portés à l'actif et entièrement réévalués (RER et tramways dans les agglomérations).
- *Capital propre*: il représente le solde de la dotation du fonds par la Confédération (première attribution unique et attributions annuelles) après déduction des moyens utilisés pour financer les tâches du fonds.

En vertu de l'arrêté fédéral du 4.10.2006, l'Assemblée fédérale a approuvé un crédit d'engagement (crédit d'ensemble) de 20,8 milliards de francs pour le fonds d'infrastructure (indice 2005, sans renchérissement ni TVA). La part du crédit d'ensemble destinée à l'achèvement du réseau des routes nationales (8,5 mrd), à l'exécution de projets de trafic d'agglomération urgents et prêts à être réalisés (2,6 mrd) ainsi qu'aux routes principales dans les régions de montagne et périphériques (800 mio) a d'ores et déjà été débloquée. Ainsi, les offices concernés sont en mesure de faire face à leurs engagements et de garantir les contributions correspondantes. En fonction des projets et de leur état d'avancement, le Parlement décide à intervalles réguliers de l'octroi d'une enveloppe financière pour éliminer les goulets d'étranglement sur les routes nationales et pour cofinancer des projets d'agglomération (au plus tard 2 ans après l'instauration du fonds d'infrastructure).

Durant les 20 années de vie du fonds, l'Assemblée fédérale approuve annuellement son compte ainsi que les dépenses pour les diverses tâches et le budget. En outre, dans le cadre du budget de la Confédération, elle décide du montant de l'attribution annuelle au fonds. Conformément à l'art. 9 LFinfr, le fonds ne peut s'endetter.

Le Conseil fédéral établit une planification des finances du fonds qu'il présente aux Chambres avec le budget ou dans le cadre du plan financier de la législature. Par ailleurs, il a la compétence d'accroître le crédit d'ensemble à hauteur du renchérissement effectif et de la TVA.

22 Fonctionnement du fonds d'infrastructure

Ainsi, la Confédération puise dans le financement spécial pour la circulation routière et transfère les moyens nécessaires dans le fonds d'infrastructure, dont les ressources sont réparties comme suit, conformément à la loi sur le fonds d'infrastructure:

- Achèvement du réseau décidé des routes nationales
- Maintien de la capacité du réseau des routes nationales
- Investissements pour l'amélioration du trafic d'agglomération
- Contributions aux routes principales dans les régions de montagne et les régions périphériques

A titre de première attribution, une somme de 2,6 milliards de francs provenant du financement spécial pour la circulation routière a été créditée au fonds d'infrastructure. A noter que, conformément à l'art. 2, al. 2, LFinfr, cette mise de fonds ne

Compte de résultats

| CHF | Compte 2007 | Budget | Compte 2008 | Ecart p. r. au C 2007 | |
|--|----------------|--------------------------|----------------------|-----------------------|---|
| | | y c. suppléments 2008 | | val. abs. | % |
| Solde du compte de résultats | – | 1 983 700 000 | 2 898 272 876 | n.d. | – |
| Revenus | – | 3 437 000 000 | 4 434 958 648 | n.d. | – |
| Attributions | – | 3 437 000 000 | 3 437 000 000 | n.d. | – |
| Première attribution | – | 2 600 000 000 | 2 600 000 000 | n.d. | – |
| Attribution annuelle | – | 837 000 000 | 837 000 000 | n.d. | – |
| Capitalisation routes nationales en construction | – | 0 | 819 559 873 | n.d. | – |
| Achèvement du réseau | – | 0 | 819 559 873 | n.d. | – |
| Elimination des goulets d'étranglement | – | 0 | 0 | – | – |
| Capitalisation de prêts rail conditionnellement remboursables | – | 0 | 178 398 775 | n.d. | – |
| BE, Tramway Berne Ouest | – | 0 | 5 100 000 | n.d. | – |
| ZG, RER de Zoug, 1 ^{re} extension partielle | – | 0 | 965 000 | n.d. | – |
| VD, Ouchy - Les Croisettes, Métro M2 | – | 0 | 69 000 000 | n.d. | – |
| ZH, Ligne transversale de Zurich (DML), RER, 1 ^{re} étape | – | 0 | 103 333 775 | n.d. | – |
| Charges | – | 1 453 300 000 | 1 536 685 772 | n.d. | – |
| Prélèvements | – | 1 453 300 000 | 1 358 286 997 | n.d. | – |
| Achèvement du réseau des routes nationales | – | 950 000 000 | 854 954 440 | n.d. | – |
| <i>porté à l'actif</i> | – | – | 819 559 873 | n.d. | – |
| <i>non porté à l'actif</i> | – | 0 | 35 394 567 | n.d. | – |
| Elimination des goulets d'étranglement du réseau des routes nationales | – | 0 | 0 | – | – |
| Projets d'agglomération | – | 0 | 0 | – | – |
| Projets urgents liés au trafic d'agglomération | – | 430 000 000 | 429 999 557 | n.d. | – |
| <i>Contributions à fonds perdu</i> | – | 430 000 000 | 251 600 782 | n.d. | – |
| <i>Prêts (rail)</i> | – | 0 | 178 398 775 | n.d. | – |
| Routes principales dans les régions de montagne et les régions périphériques | – | 40 000 000 | 40 000 000 | n.d. | – |
| Compensation en faveur des cantons de l'absence d'augmentation de la RPLP en 2008 | – | 33 300 000 | 33 333 000 | n.d. | – |
| Report au bilan de la Confédération des tronçons de routes nationales achevés | – | 0 | 0 | – | – |
| Achèvement du réseau | – | 0 | 0 | – | – |
| Elimination des goulets d'étranglement | – | 0 | 0 | – | – |
| Réévaluation de prêts rail conditionnellement remboursables | – | 0 | 178 398 775 | n.d. | – |

n.d.: non disponible

peut être utilisée que pour l'achèvement du réseau des routes nationales, l'élimination des goulets d'étranglement et pour les routes principales.

L'amélioration du trafic d'agglomération doit quant à elle être financée par les attributions annuelles.

Les attributions au fonds d'infrastructure sont définies, en vertu de l'art. 2, al. 3, LFinfr, de manière à ce que les tâches financées par le fonds et les autres tâches prévues à l'art. 86, al. 3, Cst. disposent de moyens suffisants.

Le fonds d'infrastructure est limité à 20 ans. Les liquidités excédentaires seront reversées au financement spécial pour la circulation routière.

23 Compte 2008

Le compte de résultats 2008 du fonds d'infrastructure boucle avec un solde de 2898 millions.

Les revenus d'un montant de 4435 millions se composent des éléments suivants:

En 2008, l'attribution annuelle au fonds s'est montée à 837 millions et s'est ajoutée à la première attribution extraordinaire de 2600 millions. Certaines installations en construction dans le cadre de l'achèvement du réseau des routes nationales ont pu être portées à l'actif à hauteur de 820 millions. Il en a été de même des prêts destinés aux projets d'agglomération urgents du trafic ferroviaire d'un total de 178 millions.

Les charges se sont élevées à 1 537 millions de francs, avec des prélèvements de 1 358 millions :

Des dépenses de 855 millions ont été réalisées dans le cadre de l'achèvement du réseau des routes nationales, dont les principaux projets ont englouti la part du lion :

- A1 bretelle de Neufeld
- A2 tangente nord de Bâle
- A2 tunnel de Kirchenwald
- A4 Knonaueramt
- A4/A20 contournement ouest de Zurich, y c. tunnel de l'Uetliberg
- A5 contournement de Bienne
- A8 contournement de Lungern
- A9 contournement de Viège et de Leuk-Steg/Gampel
- A16 Tavannes-Moutier
- A16 frontière française – Porrentruy
- A28 contournement de Saas

820 millions de francs ont pu être portés à l'actif, les 35 millions restants étant des dépenses ne pouvant pas l'être. Les dépenses ont été inférieures de 95 millions au montant budgétisé, notamment en raison de projets bernois (contournement de Bienne, Tavannes-Moutier) et valaisans (contournement de Viège et Leuk-Steg/Gampel).

Les dépenses pour le trafic d'agglomération représentent 430 millions.

Les contributions aux investissements et les prêts en faveur des infrastructures ferroviaires dans le cadre des projets d'agglomé-

ration urgents ont atteint 335 millions. En 2008, l'accent a été mis sur les projets suivants :

- ZH Ligne de la vallée de la Glatt, étapes 2 et 3
- ZG RER de Zoug, 1^{re} extension partielle*
- VD Ouchy - Les Croisettes, Métro M2*
- ZH Ligne transversale de Zurich (DML), RER, 1^{re} étape*
- GE Tramway Cornavin-Meyrin-CERN (TCMC)
- BE Tramway Berne Ouest*
- AG Wynental et Suhrentalbahn (WSB):
mise en site propre entre Suhr et Aarau

*Financement réalisé entièrement ou partiellement avec des prêts conditionnellement remboursables.

95 millions de francs ont été injectés dans des projets de routes en agglomération. Il s'agit essentiellement des projets suivants :

- BE Place du Wankdorf et prolongement de la ligne de tramway
- ZG Construction de la nouvelle route cantonale n° 4 «Accès nord»
- FR Pont et tunnel de la Poya
- SO Désengorgement de la région d'Olten
- BL H2 Pratteln – Liestal

Si les travaux de 22 des 23 projets urgents du trafic d'agglomération ont démarré avant la fin de l'année, leur financement par le fonds d'infrastructure ne sera versé, lui, dans certains cas, qu'à partir de 2009. Quant au projet de tangente à Frauenfeld (canton de Thurgovie), il a été abandonné suite à un rejet en votation populaire.

Bilan

| CHF | Compte 2007 | Compte 2008 | Ecart p. r. au C 2007 val. abs. | % |
|--|----------------|----------------------|------------------------------------|---|
| Actif | – | 2 913 779 505 | n.d. | |
| Actif circulant | – | 2 094 219 632 | n.d. | – |
| Créances envers la Confédération | – | 2 091 817 413 | n.d. | – |
| Créances envers des tiers | – | 2 402 219 | n.d. | – |
| Actif immobilisé | – | 819 559 873 | n.d. | – |
| Routes nationales en construction | – | 819 559 873 | n.d. | – |
| Achèvement du réseau | – | 819 559 873 | n.d. | – |
| Élimination des goulets d'étranglement | – | 0 | – | – |
| Prêts rail conditionnellement remboursables | – | 178 398 775 | n.d. | – |
| BE, Tramway Berne Ouest | – | 5 100 000 | n.d. | – |
| ZG, RER de Zoug, 1 ^{re} extension partielle | – | 965 000 | n.d. | – |
| VD, Ouchy - Les Croisettes, Métro M2 | – | 69 000 000 | n.d. | – |
| ZH, Ligne transversale de Zurich (DML), RER, 1 ^{re} étape | – | 103 333 775 | n.d. | – |
| Réévaluation prêts rail conditionnellement remboursables | – | -178 398 775 | n.d. | – |
| Passif | – | 2 913 779 505 | n.d. | – |
| Capitaux de tiers | – | 15 506 629 | n.d. | – |
| Engagements envers des tiers | – | 15 506 629 | n.d. | – |
| Capital propre | – | 2 898 272 876 | n.d. | – |

n.d.: non disponible

Un montant forfaitaire de 40 millions est destiné aux routes principales des régions de montagne et des régions périphériques. Y ont droit les cantons qui, suivant la RPLP, bénéficient de la part préalable et ne forment pas une grande agglomération de plus de 100 000 habitants. Il s'agit des cantons suivants: Uri, Schwyz, Obwald, Nidwald, Glaris, Fribourg, Soleure, Appenzell Rhodes-Intérieures, Appenzell Rhodes-Extérieures, Grisons, Valais, Neuchâtel, Jura. Les contributions sont fixées en fonction du kilométrage des routes.

Par ailleurs, en 2008, les cantons susmentionnés se sont vu octroyer une enveloppe financière de 33 millions en guise de compensation des parts cantonales des recettes de la RPLP. A l'art. 14, al. 2, de la loi sur le fonds d'infrastructure, cette possibilité est prévue lorsque les recettes de la RPLP n'atteignent pas entièrement la somme fixée dans l'Accord sur les transports terrestres. C'est ce qui s'est produit en 2008 parce que, au lieu de changer de catégorie de redevance en 2008, les camions Euro 3 ne le feront qu'en 2009.

Est également considérée comme charge le réajustement de la valeur des prêts pour les projets d'agglomération urgents du trafic ferroviaire à hauteur de 178 millions de francs.

Au 31.12.2008, le bilan du fonds d'infrastructure affiche un actif circulant de 2094 millions. Il s'agit d'une part des créances envers la Confédération (2092 mio) et de l'autre de celles envers les cantons (2 mio). Les créances envers les cantons résultent de l'achèvement du réseau des routes nationales. L'actif immobilisé se compose des routes nationales en construction et portées à l'actif (820 mio) et des prêts (178 mio) entièrement réévalués et portés à l'actif.

Côté passif, les engagements envers des tiers se montent à 16 millions. Il s'agit principalement de factures cantonales liées à l'achèvement du réseau des routes nationales, comptabilisées en 2008, mais acquittées en 2009. Le capital propre s'élève à 2898 millions.

Fin 2008, le fonds d'infrastructure dispose de liquidités d'un montant de 2079 millions de francs. En raison de dépenses moindres dans le domaine des routes nationales, ce montant est supérieur d'environ 95 millions au montant budgétisé.

Compte de liquidités

| mio CHF | Compte 2007 | Budget 2008 | Compte 2008 | Ecart p. r. au C 2007 val. abs. | % |
|---|----------------|----------------|----------------|------------------------------------|---|
| Attributions au fonds | – | 3 437,0 | 3 437,0 | n.d. | – |
| Première attribution | – | 2 600,0 | 2 600,0 | n.d. | – |
| Attribution annuelle | – | 837,0 | 837,0 | n.d. | – |
| Prélèvements sur le fonds | – | 1 453,3 | 1 358,3 | n.d. | – |
| Achèvement du réseau des routes nationales | – | 950,0 | 855,0 | n.d. | – |
| Elimination des goulets d'étranglement du réseau des routes nationales | – | – | – | n.d. | – |
| Projets urgents liés au trafic d'agglomération | – | 430,0 | 430,0 | n.d. | – |
| Projets d'agglomération | – | – | – | n.d. | – |
| Routes principales dans les régions de montagne et les régions périphériques | – | 40,0 | 40,0 | n.d. | – |
| Compensation en faveur des cantons de l'absence d'augmentation de la RPLP en 2008 | – | 33,3 | 33,3 | n.d. | – |
| Liquidités du fonds * | – | 1 983,7 | 2 078,7 | n.d. | – |

n.d.: non disponible

*Créances et engagements envers des tiers non compris

Projet

Arrêté fédéral III relatif au compte 2008 du fonds d'infrastructure

du #.#. 2009

L'Assemblée fédérale de la Confédération suisse,
vu l'art. 12 de la loi du 6 octobre 2006 sur le fonds d'infrastructure¹,
vu le message du Conseil fédéral du ... 2009²,

arrête:

Art. 1

Le compte 2008 du fonds d'infrastructure est approuvé comme suit:

- a. Le compte de résultats présente des prélèvements à hauteur de 1 358 286 997 francs et boucle avec un solde positif de 2 898 272 876 francs. Celui-ci est reporté dans le capital propre.
- b. Le total du bilan atteint 2 913 779 505 francs pour un capital propre de 2 898 272 876 francs.

Art. 2

Le présent arrêté n'est pas soumis au référendum.

¹ RS 725.13

² Non publié à la FF

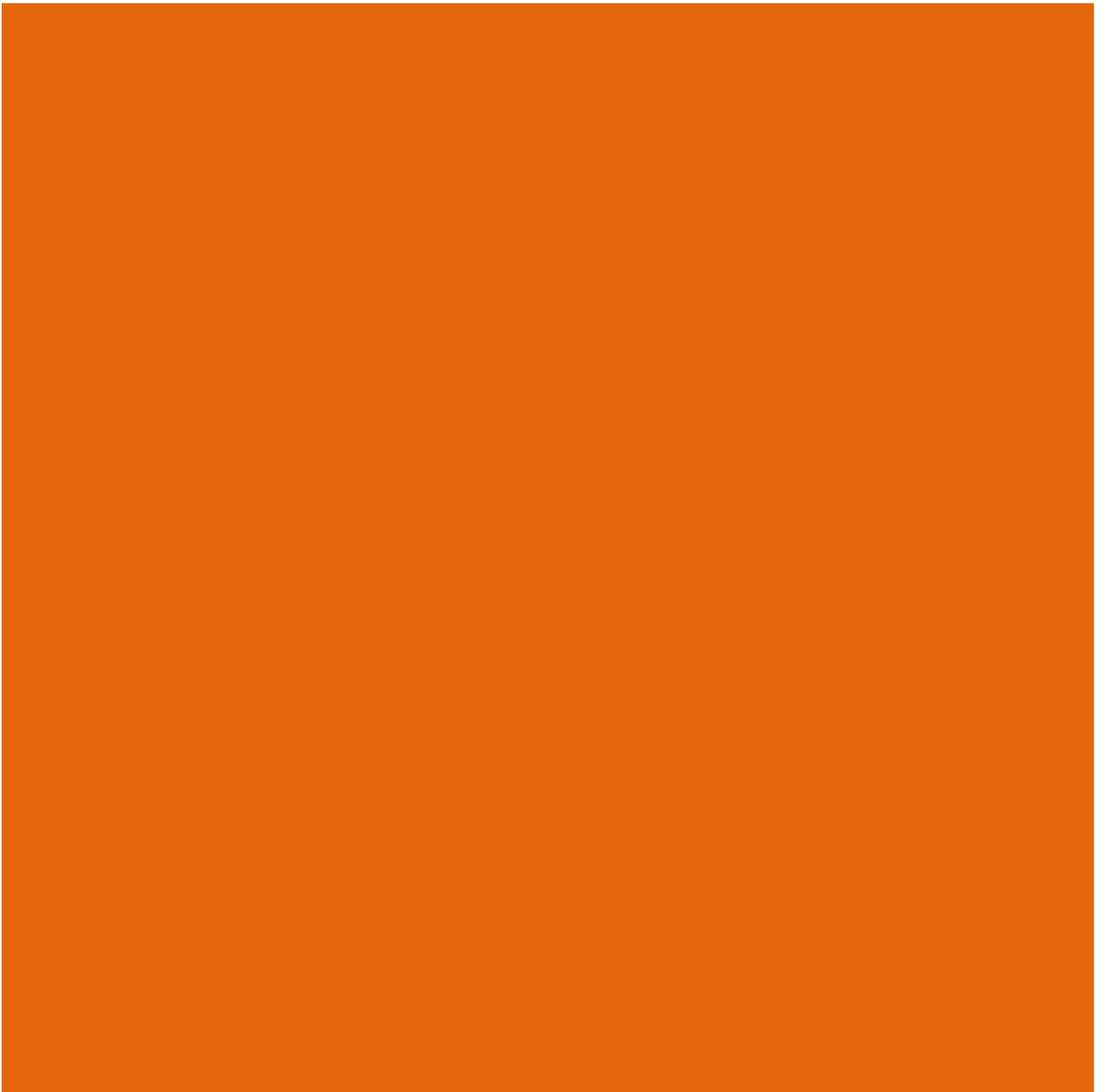


Table des matières

| | Page |
|---|-----------|
| 3 Domaine des écoles polytechniques fédérales | 27 |
| 31 Aperçu général | 27 |
| 311 Portrait | 27 |
| 312 Politique du domaine des EPF | 28 |
| 313 Finances et comptabilité | 28 |
| 32 Comptes 2008 | 29 |
| 321 Aperçu général | 29 |
| 322 Compte de résultats | 30 |
| 323 Compte des investissements | 34 |
| 324 Crédits d'engagement destinés aux immeubles | 35 |
| 325 Compte des flux de fonds | 36 |
| 326 Bilan | 37 |
| 33 Annexe aux comptes | 41 |
| 331 Explications générales | 41 |
| 332 Explications relatives aux comptes annuels | 41 |
| 333 Autres explications | 45 |
| Arrêté fédéral IV (projet) | 56 |

31 Aperçu général

311 Portrait

Le domaine des EPF comprend les écoles polytechniques fédérales de Zurich (EPFZ) et de Lausanne (EPFL), ainsi que l'Institut Paul Scherrer (l'IPS), l'Institut fédéral de recherches sur la forêt, la neige et le paysage (FNP), le Laboratoire fédéral d'essai des matériaux et de recherche (LFEM) et l'Institut fédéral pour l'aménagement, l'épuration et la protection des eaux (IFAEPE). En font également partie le Conseil des EPF (organe de direction stratégique du domaine), son service d'état-major et la commission de recours interne des EPF.

- *Écoles polytechniques fédérales (EPF)*

Les écoles polytechniques fédérales (EPF) sont des établissements autonomes de droit public de la Confédération, dotés de la personnalité juridique (loi sur les EPF, art. 5, al. 1; RS 414.110). Leurs activités d'enseignement et de recherche couvrent les sciences de l'ingénieur, les sciences naturelles, l'architecture et les mathématiques, ainsi que les disciplines apparentées, avec une composante de sciences humaines et sociales. Elles encouragent l'enseignement et la recherche pluridisciplinaires. Pour autant que cela soit conciliable avec leur mission d'enseignement et de recherche, elles peuvent accepter des mandats de formation et de recherche ou fournir d'autres prestations de services. Elles collaborent avec d'autres établissements de formation et de recherche suisses ou étrangers. Elles coordonnent en particulier leurs activités avec les universités cantonales et participent aux efforts nationaux de coordination et de planification de l'enseignement supérieur.

- *École polytechnique fédérale de Zurich (EPFZ)*

Un personnel de 9071 personnes, dont 381 professeurs, encadre 14 748 étudiants, dont 3205 doctorants, en ce qui concerne l'enseignement et la recherche, assurant le service et le suivi administratif correspondants. L'école décerne chaque année environ 1300 diplômes et masters ainsi que quelque 600 doctorats. Les unités de recherche de l'EPFZ (départements) couvrent les domaines d'enseignement et de recherche suivants: architecture; génie civil, géodésie et environnement; génie mécanique et procédés techniques; technologies de l'information et électrotechnique; informatique; sciences des matériaux; management, technologie et économie; mathématiques; physique; chimie et sciences biologiques appliquées; biologie; sciences de la terre; sciences de l'environnement; agronomie et sciences alimentaires; sciences humaines, sociales et politiques.

- *École polytechnique fédérale de Lausanne (EPFL)*

Les 252 professeurs et 3959 collaboratrices et collaborateurs scientifiques, administratifs et techniques de l'école encadrent 6746 étudiants en formation initiale, dont 1624 en doctorat, ainsi que les étudiants en études postgrades. Les activités d'enseignement et de recherche et les prestations de services sont structurées en sept facultés: Environnement naturel, architectural et construit; Informatique et commu-

nications; Sciences de base; Sciences et techniques de l'ingénieur; Sciences de la vie; ainsi que Sciences humaines et sociales.

- *Établissements de recherche du domaine des EPF*

Les établissements de recherche du domaine des EPF sont des établissements autonomes de droit public de la Confédération jouissant de la personnalité juridique. Ils font de la recherche dans leurs domaines respectifs et fournissent des services à caractère scientifique et technique. Ils collaborent avec les hautes écoles fédérales et cantonales, ainsi qu'avec la communauté scientifique internationale. Leur équipement de recherche est en particulier à la disposition des chercheurs des hautes écoles et des établissements de recherche publics suisses.

- *Institut Paul Scherrer (IPS)*

Ce centre de recherche multidisciplinaire en sciences naturelles et de l'ingénieur regroupe quelque 1672 collaborateurs et collaboratrices. Ses domaines de recherche sont les solides et les sciences des matériaux, la physique des particules élémentaires et l'astrophysique, la biologie et la médecine, la recherche sur l'énergie et l'environnement. L'IPS conçoit, réalise et exploite de grandes installations de recherche dont la taille et la complexité dépassent les possibilités des hautes écoles; ses laboratoires sont utilisés par des membres de la communauté scientifique nationale et internationale.

- *Institut fédéral de recherches sur la forêt, la neige et le paysage (FNP)*

Le FNP est un centre national de recherche multidisciplinaire travaillant dans le domaine des sciences forestières, de l'écologie et du paysage ainsi que de la neige et des avalanches au sens très large. L'utilisation, l'aménagement et la protection des milieux naturels terrestres ainsi que la gestion des dangers naturels constituent ses activités prioritaires. L'institut compte 484 collaborateurs, répartis entre Birmensdorf, Davos (Institut fédéral pour l'étude de la neige et des avalanches), Bellinzzone (Sous-station Sud des Alpes), Lausanne (Antenne romande) et Sion (Antenne ENA-Valais).

- *Laboratoire fédéral d'essai des matériaux et de recherche (LFEM)*

Le LFEM est un institut interdisciplinaire de recherche et de services en sciences des matériaux et en développement technologique; il compte 870 collaborateurs répartis sur les sites de Dübendorf, de Saint-Gall et de Thoun. Ses activités de recherche et de développement répondent aux exigences de l'industrie et aux besoins de la société. Ses tâches transversales et donc l'ensemble de ses activités concernent la sécurité, la fiabilité, et la durabilité des matériaux et des systèmes. Le laboratoire est ainsi en mesure d'offrir à ses partenaires industriels des solutions sur mesure accroissant leur pouvoir d'innovation. Le LFEM fait valoir ses compétences dans la diffusion des connaissances à différents niveaux d'enseignement et de transfert de technologie. Il offre par ailleurs des services fondés sur la recherche, qui ne peuvent être obtenus ailleurs.

Institut fédéral pour l'aménagement, l'épuration et la protection des eaux (IFAEPE)

Les 406 collaborateurs de l'Institut, ses 5 professeurs et ses quelque 120 doctorants répartis entre les sites de Dübendorf et de Kastanienbaum (près de Lucerne) se consacrent à l'enseignement et à la recherche dans les domaines de la chimie environnementale, de la biologie aquatique, de la microbiologie environnementale, de l'écotoxicologie, de la physique environnementale, de l'écologie, des sciences de l'ingénieur et des sciences sociales. L'IFAEPE accorde une grande importance à la recherche pluridisciplinaire et interdisciplinaire.

- *Conseil des écoles polytechniques fédérales (Conseil des EPF)*
Composé de 11 membres, le Conseil des EPF assure en particulier, dans le cadre de son mandat de prestations, la direction stratégique, le controlling stratégique et la gestion du parc immobilier du domaine des EPF. Il est chargé de préparer et de faire appliquer les normes juridiques concernant le domaine des EPF.

Le Conseil des EPF dispose de 42 personnes pour assurer ses fonctions d'état-major.

- Le rapport d'auto-évaluation que prépare à mi-parcours le Conseil des EPF indique de façon synthétique jusqu'à quel point les objectifs définis dans le mandat de prestations sont atteints. Il sert de base à l'évaluation externe (examen par les pairs), à laquelle fait procéder le DFI pour vérifier la bonne exécution du mandat de prestations. Si les buts ne sont pas atteints, le DFI propose au Conseil fédéral des mesures correctives. Il procède, avec le concours d'experts extérieurs, à l'évaluation du travail fourni par le domaine des EPF et ses établissements. Le Conseil des EPF prend position sur le rapport d'évaluation. Le rapport et la prise de position du Conseil des EPF constituent le rapport intermédiaire, transmis au Parlement avec les propositions pour la période suivante (art. 34a de la loi sur les EPF).
- Exigible à l'échéance du mandat, le rapport final donne un compte rendu complet de l'exécution du mandat de prestations. Il est soumis aux Chambres fédérales.

Contrats d'objectifs

Le Conseil des EPF dirige les EPF et les établissements de recherche par le biais de contrats d'objectifs fondés sur le mandat de prestations du Conseil fédéral, les objectifs stratégiques et le plan stratégique du domaine. Les six établissements rendent compte chaque année de leurs activités au Conseil des EPF.

312 Politique du domaine des EPF

- *Fondements et principes*
La révision partielle de la loi sur les Ecoles polytechniques fédérales entrée en vigueur le 1.1.2004 a modernisé l'organisation du domaine, en l'adaptant aux exigences de notre temps, notamment en inscrivant dans la loi la gestion par mandat de prestations et la comptabilité indépendante. La loi sur les EPF met l'accent sur l'autonomie et la responsabilité des EPF et des établissements de recherche. C'est pourquoi le Conseil des EPF pratique la direction par exception (DPE).

- *Mandat de prestations 2008-2011 du Conseil fédéral au domaine des EPF*
Le mandat de prestations du domaine des EPF a été approuvé par le Parlement le 19 septembre 2007. Il fixe les priorités et les objectifs du domaine des EPF en ce qui concerne l'enseignement, la recherche et les prestations de services pour la période. Il prolonge les deux mandats précédents, s'appuie sur l'expérience ainsi acquise, et tient en particulier compte des recommandations émises par les experts dans le cadre de l'évaluation intermédiaire.

Rapports

- Le rapport d'activité annuel sert au Conseil des EPF à évaluer le domaine des EPF. Cette évaluation se fonde sur les objectifs fixés par le mandat. Le Conseil des EPF rend compte chaque année au Conseil fédéral des progrès effectués dans l'exécution de son mandat, que contrôle le département fédéral de l'Intérieur (DFI).

313 Finances et comptabilité

Le domaine des EPF présente sa comptabilité conformément aux dispositions de l'ordonnance sur la comptabilité du domaine des EPF (RS 414.123). Les prescriptions en matière de présentation des comptes, d'évaluation et de calcul des amortissements figurent dans le manuel de comptabilité du domaine des EPF.

- *Présentation séparée des crédits de charges et d'investissement en constructions*
Le crédit de charges finançant les dépenses d'exploitation courantes est comptabilisé au poste 328, domaine des EPF, dans les comptes de la Confédération. Les immeubles du domaine des EPF appartenant (à de rares exceptions près) à la Confédération, le crédit d'investissement dans ce domaine est comptabilisé à l'Office fédéral des constructions et de la logistique (OFCL) et, dans la mesure où les conditions sont remplies, porté à l'actif du bilan de la Confédération. Les charges liées aux installations de recherche et aux éléments à usage spécifique des installations d'exploitation ne font en revanche pas partie du crédit d'investissement. Ces investissements sont financés par le biais de la contribution financière (d'exploitation) et appartiennent aux EPF et aux établissements de recherche, qui les inscrivent à leur actif et procèdent à leur amortissement sur leur durée de vie utile. Les charges d'exploitation et les investissements sont imputés au plafond de dépenses du domaine des EPF pour les années 2008 à 2011.

- *Transferts de crédits*

Crédit de charges et crédit d'investissement

Le transfert de crédit (OFC, art. 20, al. 5; RS 611.01) donne au domaine des EPF la souplesse nécessaire dans l'emploi des ressources. L'arrêté fédéral I du 19.12.2007 concernant le budget pour l'an 2008 (art. 3, al. 5) habilite le DFI à procéder au cours de l'exercice, en accord avec le DFE (AFF et OFCL), à des transferts entre le crédit de charges du domaine des EPF et le crédit d'investissement à hauteur maximale de 10 % du crédit d'investissement.

Crédits d'engagement

L'arrêté fédéral I du 19 décembre 2007 concernant le budget pour l'an 2008 (art. 8) habilite le DFI à procéder, entre les crédits d'engagements du programme de construction 2008 des domaines des EPF, à des transferts d'un volume n'excédant pas 2 % du montant du plus petit des deux crédits d'engagement concernés.

- *Contribution aux loyers des immeubles appartenant à la Confédération*

Les loyers des immeubles de la Confédération utilisés par le domaine des EPF sont comptabilisés selon le modèle du locataire, qui garantit la transparence des coûts. La contribution de la Confédération aux loyers des EPF apparaît dans le budget comme un crédit de charges avec incidence financière. Un revenu d'un montant identique est inscrit dans la comptabilité de l'OFCL. La contribution de la Confédération aux loyers n'est pas intégrée dans le plafond de dépenses. Le domaine des EPF inscrit dans son compte de résultats un montant identique en tant que contribution du côté des revenus, et en tant que charges de loyers, du côté des charges d'infrastructure.

Les comptes du domaine des EPF se composent du compte de résultats consolidé, du compte des investissements et du compte des flux de fonds. Le compte de résultats consolidé présente les revenus et les charges du domaine des EPF. Le compte des investissements comprend les dépenses d'achat de biens immobiliers destinés aux EPF et aux établissements de recherche (mais pas les investissements consacrés aux constructions du domaine des EPF appartenant à la Confédération), de biens meubles (y compris les installations à usage spécifique) et d'équipement informatique. Le compte des flux de fonds reflète les résultats des activités courantes, des investissements et des opérations financières, ainsi que la variation du fonds des liquidités.

Conformément à l'ordonnance de l'Assemblée fédérale du 18.6.2004, concernant la soumission des demandes de crédits d'engagement destinés à l'acquisition de biens-fonds ou à des constructions (RS 611.051), les crédits d'engagement destinés au programme de construction du domaine des EPF figurent dans le message annuel concernant le budget.

32 Comptes 2008

321 Aperçu général

L'essentiel en bref

- *Contributions de la Confédération*

Les 2 060,9 millions de contributions de la Confédération avec incidence financière (crédits de charges) du compte 2008 se répartissent comme suit:

- Contribution financière de la Confédération à l'exploitation courante (crédit A2310.0346, 328 domaines des EPF)
1 778,4 mio.
- Contribution aux loyers du domaine des EPF (crédit A2310.0416, 328 domaines des EPF)
282,4 mio.

- *Plafond de dépenses*

Par l'arrêté fédéral du 19 septembre 2007, le Parlement a approuvé un plafond de dépenses de 8 234,5 millions destiné à couvrir les besoins financiers du domaine des EPF liés à l'exploitation et aux investissements pour les années 2008 à 2011 (FF 2007 7047).

La contribution financière de la Confédération à l'exploitation courante (crédit A2310.0346, 328 domaine des EPF; 2008: 1 778,4 mio) et la contribution aux investissements dans les constructions du domaine des EPF (crédit A4100.0125, 620 OFCL; 2008: 170,9 mio) sont imputés au plafond de dépenses (2008: 1 949,4 mio / plafond de dépenses 20014.01, voir tome 2A, ch. 10). La possibilité du transfert de crédit prévue à l'art 20, al. 5, OFC garantit la flexibilité et la perméabilité nécessaires entre les deux crédits; 14,8 millions ont ainsi été transférés sur le crédit d'investissement en 2008. La tranche annuelle 2008 initiale (1939,4 mio) du plafond approuvé a été accrue de 10,0 millions, avec compensation concomitante sur le crédit des contributions aux investissements des universités cantonales du Secrétariat d'État à l'éducation à la recherche (A4100.0001). En 2009, la procédure inverse sera effectuée.

- *Total des revenus (financement)*

Le total des revenus a progressé de 257,7 millions par rapport à 2007, ce qui s'explique surtout par l'accroissement des ressources fédérales du domaine des EPF (156,9 mio) et des fonds de tiers (80,3 mio). La part de la Confédération au financement du domaine des EPF a baissé de 2,6 % pour s'établir à 86,4 %. Les fonds secondaires et de tiers ont sensiblement dépassé les prévisions en 2008. La montée des fonds secondaires est due à la croissance des ressources fédérales destinées à encourager la recherche, qui est prévue par le message

FRI et dont les conséquences se font surtout sentir dans le domaine des EPF.

- *Total des charges*

Le total des charges (2 708,3 mio) a progressé au même rythme que celui des revenus. L'accroissement des revenus a permis de réaliser davantage de projets d'enseignement et de recherche.

- *Personnel*

Les 1 625,1 millions de charges de personnel représentent 60 % environ du total des charges. Outre l'alourdissement des frais de personnel (surtout dû à des mesures salariales), il faut aussi signaler un accroissement du nombre d'équivalents plein temps.

- *Résultat de l'exercice*

Les 51,0 millions de résultat consolidé 2008 dépassent nettement le montant porté au budget (13,8 mio) ainsi que celui qui figurait dans le compte précédent (14,6 mio).

- *Investissements*

Les investissements ont progressé de 20 % depuis le compte 2007, pour atteindre 204,1 millions.

- *Flux de fonds*

Le free cash-flow négatif de 176,6 millions a été couvert par une réduction correspondante des liquidités. Le remboursement partiel d'un prêt (1,0 mio) a été le seul mouvement enregistré dans les financements.

- *Bilan*

Le total du bilan consolidé du domaine des EPF est de 1788,8 millions. L'accroissement de 247,3 millions concerne à hauteur de 99,8 millions, l'actif circulant et, à hauteur de 147,5 millions l'actif immobilisé.

322 Compte de résultats

Par rapport au budget 2008, il a été procédé à un regroupement sans effet sur le résultat. Le résultat intermédiaire de la ligne 38 correspond aux revenus (ligne 1) dont sont déduites les charges ordinaires (ligne 11) d'enseignement, de recherche et de prestations de services. Après prise en compte du résultat financier (lignes 39 + 40), on obtient le résultat de l'exercice (ligne 41).

Contribution aux loyers du domaine des EPF

Dans le compte de résultats, la contribution aux loyers est un cas spécial. L'opération est sans incidence sur le résultat comptable du domaine des EPF, car la contribution (282,4 mio, ligne 3) et les charges de loyer (ligne 28) sont identiques. Le calcul de la contribution aux loyers des immeubles appartenant à la Confédération se fonde sur la valeur des immeubles à la fin de l'année 2008. La valeur immobilisée déterminante pour 2008 était de 6 437,0 millions. Les charges de loyer se composent en majeure partie de l'amortissement de la valeur immobilisée sur une durée d'utilisation d'une quarantaine d'années (157,0 mio)

et d'un intérêt théorique sur le montant moyen du capital investi (125,2 mio). Les prestations de l'OFCL continuent de représenter 0,2 million. Le taux d'intérêt est resté inchangé à 3,0 % par rapport au compte 2007 et au budget 2008.

Les charges sont très inférieures (de 78,6 mio) à leur montant budgétisé de 361,1 millions. Cela s'explique par un changement de mode de calcul à l'OFCL: alors que les loyers avaient été calculés dans le budget 2008 sur la base du total de la valeur immobilisée des immeubles, les loyers effectivement comptabilisés ne se sont fondés que sur la moitié de cette valeur. Pour les terrains, c'est la valeur totale qui a été conservée.

Le crédit pour les loyers du domaine des EPF possède une incidence financière, mais n'a pas d'effet sur les liquidités, car les charges de loyer du domaine des EPF et les recettes correspondantes de loyer à l'OFCL n'engendrent aucun flux de fonds.

Revenus

Les 2 759,3 millions de revenus (résultat financier compris, lignes 1 + 39 + 40) ont dépassé de 257,7 millions (10,3 %) leur total de 2007. Les compensations par des fonds secondaires et de tiers (lignes 5 + 6) ont contribué à ce bon résultat.

La Confédération finance le domaine des EPF. Elle couvre ses besoins financiers par les crédits de charges correspondants (contributions financières et contributions aux investissements et aux loyers). Le domaine des EPF reçoit aussi des commandes d'unités administratives de la Confédération et des contributions d'encouragement de la recherche (fonds secondaires). La forte poussée des fonds de tiers s'est traduite par un recul de 2,6 % de la part de la Confédération, qui est retombée de 89 % l'année précédente à 86,4 % cette année.

Fonds secondaires et de tiers

Les fonds secondaires et de tiers (lignes 5 + 6) constituent une part croissante du financement du domaine des EPF. Distribués sur concours, ces fonds proviennent en bonne partie des pouvoirs publics; ils ont augmenté sensiblement, de 126,0 millions (29,7 %), en 2008. Il s'agit surtout des fonds de tiers (ligne 6), qui ont crû de 80,3 millions (54,8 %) par rapport au compte 2007.

L'EPFL a reçu la plus grande partie des fonds supplémentaires d'encouragement de la recherche distribués par le Fonds national de la recherche scientifique (FNS). L'intégration de l'Institut suisse de recherches expérimentales sur le cancer (ISREC) dans l'EPFL a eu pour effet que les projets FNS de l'institut – en cours et nouveaux – ont été transférés à l'EPFL. Les fonds distribués par la Commission pour la technologie et l'innovation (CTI) se sont contractés de 6,4 millions par rapport à 2007, pour retomber à 26,0 millions.

Le volume des recherches du secteur public fédéral s'est réduit de 9,3 millions depuis 2007, pour passer à 59,5 millions. Le phénomène a touché plusieurs établissements du domaine – les comptes 2008 de l'IPS comportent sensiblement moins de mandats de recherches que l'année précédente.

Fonds secondaires et fonds de tiers

(ligne 5 et 6 Compte de résultats)

| | ligne n° | Compte 2007 | | Budget 2008 | | Compte 2008 | |
|--|-------------|-----------------|--------------|-----------------|--------------|-----------------|--------------|
| mio CHF | | quote-part en % | | quote-part en % | | quote-part en % | |
| Fonds secondaires (lignes 2+6+7) | 1 | 277,2 | 65,4 | 299,3 | 68,9 | 323,0 | 58,8 |
| Encouragement de la recherche (lignes 3 à 5) | 2 | 143,0 | 33,7 | 154,8 | 35,7 | 166,0 | 30,2 |
| Fondation Fonds national suisse (FNS) | 3 | 88,9 | 21,0 | 92,7 | 21,3 | 99,8 | 18,2 |
| Commission pour la technologie et l'innovation (CTI) | 4 | 32,5 | 7,7 | 31,3 | 7,2 | 26,0 | 4,7 |
| Revenus divers provenant de l'encouragement de la recherche (par ex. NCCR) | 5 | 21,6 | 5,1 | 30,9 | 7,1 | 40,2 | 7,3 |
| Recherche du secteur public | 6 | 68,8 | 16,2 | 69,4 | 16,0 | 59,5 | 10,8 |
| Programmes de recherche européens | 7 | 65,5 | 15,5 | 75,1 | 17,3 | 97,5 | 17,7 |
| Fonds de tiers (lignes 9+10+11) | 8 | 146,4 | 34,6 | 134,9 | 31,1 | 226,7 | 41,2 |
| Recherche axée sur l'économie | 9 | 92,1 | 21,7 | 94,1 | 21,7 | 118,8 | 21,6 |
| Fonds spéciaux (dons et legs compris) | 10 | 28,7 | 6,8 | 20,4 | 4,7 | 64,1 | 11,7 |
| Autres fonds de tiers (cantons et communes compris) | 11 | 25,7 | 6,1 | 20,4 | 4,7 | 43,7 | 8,0 |
| Fonds secondaires et fonds de tiers (lignes 1+8) | 12 | 423,7 | 100,0 | 434,2 | 100,0 | 549,7 | 100,0 |
| (+/-) en %, compte 2008/budget 2008 | | | | | | | 26,6 |
| (+/-) en %, compte 2008/compte 2007 | | | | | | | 29,7 |

Les subventions de l'UE obtenues sur concours se sont accrues de près de 50 %, pour atteindre 97,5 millions. Elles sont allées en majeure partie aux EPF. La montée des fonds secondaires est aussi due à l'amélioration de certaines règles générales: les subventions de l'UE compensent par exemple mieux qu'auparavant les coûts de recherche indirects (overheads).

Les compensations tirées de fonds de tiers se sont montées à 226,7 millions. L'écart notable par rapport au montant budgétisé (91,8 millions) et au montant de l'année précédente (80,3 mio) s'explique notamment comme suit: l'EPFZ a reçu un legs de 15,3 millions (fonds Hanna Böhni). La Banque cantonale de Zurich a soutenu par un don de 12,7 millions en 2008 la construction du nouveau centre sportif de l'EPFZ, qui a en outre reçu un don de 3,4 millions de la fondation Werner Siemens. À l'EPF de Lausanne aussi, les recettes en fonds de tiers 2008 ont dépassé leur niveau de l'année précédente de 23,4 millions. Quant aux recettes des établissements de recherche, ce sont surtout celles de l'IPS qui ont excédé celles de l'année antérieure (de 16,1 mio). Le canton d'Argovie a versé une contribution de 10,0 millions au Zentrum für Protonen-Strahlentherapie (ZTP).

Autres revenus de tiers

Les 141,0 millions d'autres revenus de tiers (produits divers, lignes 7 à 10) ont aussi excédé notablement les 111,8 millions du compte 2007. Les recettes des ventes et les revenus des prestations (lignes 7) et les émoluments (ligne 8) reflètent l'augmentation du nombre des étudiants et doctorants (21 494 en 2008 contre 20 342 en 2007), qui a accru les recettes de taxes d'inscription et de ventes de matériel. La taxe semestrielle est restée fixée à 580 francs en 2008 (RS 414.131.7, annexe 1, de l'ordonnance

sur les taxes perçues dans le domaine des écoles polytechniques fédérales). Les émoluments englobent également les recettes de brevets et de licences. Au niveau des services, les revenus des séminaires et des congrès ont aussi augmenté.

Résultat financier

Le résultat financier (ligne 39, revenus d'intérêts moins les charges d'intérêts) est pratiquement identique à celui de l'exercice 2007. En revanche, la crise financière se traduit par une grosse perte comptable sur les titres de l'EPFZ (ligne 40).

Charges

Les 2 708,3 millions de charges (ligne 11) dépassent nettement, de 243,1 millions (9,9 %), le total du compte 2007. La valeur du budget 2008 a été dépassée de 49,3 millions. L'augmentation des revenus de réalisation des projets s'est accompagnée d'un alourdissement des charges d'exécution des travaux correspondants. Les charges se répartissent entre trois grandes catégories: un peu moins de 60 % pour le personnel, 17 % pour l'infrastructure et 23 % pour les autres charges.

Personnel

Les charges de personnel (ligne 12) ont crû de 74,2 millions depuis 2007, pour passer à 1 625,1 millions. Cela s'explique en partie par des mesures salariales: l'introduction des éléments de salaire au mérite, la compensation du renchérissement, une augmentation des salaires en terme réel et le passage de la primauté des prestations à celle des cotisations de PUBLICA ont alourdi les charges. L'effectif du personnel s'est accru en 2008 de 450 postes par rapport à 2007 pour totaliser quelque 13 300 équivalents

plein temps. Les nouveaux postes ont été financés par des fonds secondaires et de tiers. Les postes financés au moyen de la contribution de la Confédération sont en revanche en léger recul (de 33 postes, ce qui ramène le total à 9778 équivalents plein temps). Les charges de personnel financées à l'aide de fonds secondaires et de tiers ont avoisiné les 356 millions.

Matériel

Il n'y a pas eu de changement important depuis 2007. Le total avoisine toujours les 100 millions (ligne 18). Comptent comme petits appareils (biens meubles, machines, ligne 21) ceux dont la valeur unitaire n'atteint pas le seuil actuel d'inscription à l'actif (5000 francs). Le total de ces achats est resté inférieur en 2008 au chiffre du compte 2007.

Autres charges de biens et de services

Les autres charges de biens et de services (ligne 22) sont en contraction de 19,1 millions par rapport au compte 2007. Le recul des prestations de service et honoraires (ligne 24) a en particulier contribué à ce tassement général, qui s'explique par le fait que l'EPFZ a modifié son mode de comptabilisation des contributions de transfert, ce qui a fait disparaître pour 19,8 millions de charges sous cette rubrique, entravant la comparaison avec le compte 2007.

Les 94,5 millions de charges d'informatique et des télécommunications (ligne 23) augmentent légèrement par rapport au compte 2007, mais restent inférieurs à la valeur moyenne de quelque 100 millions sur plusieurs années. Comme lors des exercices précédents, un peu moins de 30 % de cette somme ont été consacrés à des investissements de remplacement et à de nouveaux investissements.

Charges d'infrastructure

Les explications sur la contribution aux loyers (ligne 3) et les charges de loyers (ligne 28) ont été données sous le chiffre traitant des revenus. Les charges de maintenance (ligne 30) de l'infrastructure (entretien, réparations, leasings) se sont nettement alourdies, comme l'année précédente. Le domaine des EPF en général, et l'EPFZ en particulier ont affecté un volume accru de ressources à l'entretien et à la maintenance des bâtiments. Cela englobe des modifications à usage spécifique et des aménagements du locataire. L'accroissement de la surface utile s'est traduite par un alourdissement des coûts d'eau, d'énergie et de matériel d'exploitation (ligne 31).

Amortissements

Les amortissements annuels (ligne 33) ont été de quelque 130 millions. Le montant des investissements en biens meubles et en informatique ayant été supérieur aux amortissements (voir ch. 332, commentaire des comptes annuels, tableau des immobilisations), le résultat de l'exercice a été amélioré, et la valeur résiduelle capitalisée des immobilisations corporelles s'est accrue dans les fonds propres.

Variation des fonds secondaires et de tiers

Les variations des fonds secondaires et de tiers (ligne 34) sont directement liées à l'avancement des projets et aux compensations provenant de fonds secondaires et de fonds de tiers (lignes 5 + 6). C'est ce rapport qui constitue le critère déterminant de comptabilisation des variations de fonds secondaires et de tiers. Le montant élevé (147,6 mio) figurant dans le compte 2008 révèle qu'une bonne partie des fonds secondaires et des fonds de tiers reçus en 2008 ne sera utilisée que ces prochaines années. Les prestations qui n'ont pas encore été versées en 2008 à partir de ces fonds figurent au passif sous le capital affecté.

Variation des prestations promises sur le plan interne

Le principe de comptabilisation est le même pour la variation des prestations promises sur le plan interne en raison de nominations ou de projets d'enseignement et de recherche (ligne 35) que pour les fonds secondaires et de tiers. Là encore, la variation n'est pas prévisible. La répartition peut aussi changer notablement entre les établissements (voir ch. 332, commentaire des comptes annuels, prestations promises), et évoluer dans un sens opposé dans les EPF et les établissements de recherche. Au passif, les prestations promises figurent dans les fonds affectés.

Variation des provisions

Les risques figurent en principe dans la catégorie de charges correspondante. Il n'est recouru aux variations globales (ligne 36) que s'il n'est pas vraiment possible de procéder à une répartition sur plusieurs catégories (voir ch. 332, commentaire des comptes annuels, provisions).

Contributions et charges de transfert

La forte progression des contributions et charges de transfert (ligne 37) est liée à l'alourdissement des charges de transfert du Conseil des EPF. Ce dernier verse les tranches annuelles des projets d'importance nationale au FNS (10,0 mio de contribution 2008). De plus, les cotisations d'adhésion à des organisations de recherches nationales et internationales, les bourses et les charges de transfert liées au versement à des tiers de contributions à des projets se sont accrues de 2,9 millions par rapport à 2007.

Résultat total

Le résultat total du compte de résultats (ligne 41) est de 51,0 millions, soit 14,6 millions de plus que dans le compte 2007, et 13,7 millions de plus que ne le prévoyait le budget 2008. Cet accroissement s'explique en grande partie par l'intensification des investissements. Le total net des investissements (compte des investissements, ligne 1: 204,1 mio) a dépassé de quelque 77 millions les amortissements (ligne 33). La réalisation des projets financés à l'aide de fonds secondaires et de fonds de tiers n'a pratiquement pas eu d'impact sur le résultat total, car les charges liées à l'avancement annuel des projets et les revenus provenant de la variation comptable (ligne 34) se sont compensés.

Compte de résultats consolidé

| CHF | ligne n° | Compte 2007 | | Budget 2008 | | Compte 2008 | |
|--|-------------|----------------------|-----------------|----------------------|-----------------|----------------------|-------------|
| | | quote-part en % | quote-part en % | quote-part en % | quote-part en % | | |
| Revenus (sans résultat financier ni résultat des titres; lignes 39+40) (lignes 2+3+4) | 1 | 2 485 158 616 | 99,3 | 2 683 475 989 | 99,5 | 2 751 562 280 | 99,7 |
| Contribution financière de la Confédération | 2 | 1 679 763 481 | 67,1 | 1 778 439 389 | 66,0 | 1 778 439 389 | 64,5 |
| Contribution aux loyers | 3 | 269 884 573 | 10,8 | 361 061 000 | 13,4 | 282 419 258 | 10,2 |
| Revenus de tiers (lignes 5+6+7+8+9+10) | 4 | 535 510 561 | 21,4 | 543 975 600 | 20,2 | 690 703 633 | 25,0 |
| Compensations par des fonds secondaires | 5 | 277 247 340 | 11,1 | 299 300 000 | 11,1 | 323 017 381 | 11,7 |
| Compensations par des fonds de tiers | 6 | 146 424 944 | 5,9 | 134 900 600 | 5,0 | 226 687 673 | 8,2 |
| Recettes ventes/revenus prestations (y c. revenus TI) | 7 | 58 170 257 | 2,3 | 55 400 000 | 2,1 | 70 444 875 | 2,6 |
| Emoluments (finances de cours comprises) | 8 | 23 131 665 | 0,9 | 22 950 000 | 0,9 | 26 293 679 | 1,0 |
| Recettes provenant de remboursements | 9 | 5 238 983 | 0,2 | 4 200 000 | 0,2 | 6 656 377 | 0,2 |
| Revenus différents | 10 | 25 297 373 | 1,0 | 27 225 000 | 1,0 | 37 603 649 | 1,4 |
| Charges (lignes 12+18+22+27+33+34+35+36+37) | 11 | 2 465 215 646 | 98,5 | 2 659 038 332 | 98,6 | 2 708 348 632 | 98,2 |
| Charges de personnel (lignes 13+14+15+16+17) | 12 | 1 550 855 028 | 62,0 | 1 649 427 007 | 61,2 | 1 625 079 448 | 58,9 |
| Salaires et traitements | 13 | 1 276 509 107 | | 1 370 363 807 | | 1 332 753 838 | |
| Assurance sociale | 14 | 76 037 444 | | 79 836 150 | | 79 236 707 | |
| Assurance du personnel | 15 | 118 170 917 | | 117 108 000 | | 127 734 959 | |
| Assurance-maladie et accidents | 16 | 6 989 712 | | 7 391 950 | | 7 575 210 | |
| Autres charges de personnel | 17 | 73 147 848 | | 74 727 100 | | 77 778 734 | |
| Charges de matériel (lignes 19+20+21) | 18 | 105 447 439 | 4,2 | 103 754 186 | 3,8 | 101 963 799 | 3,7 |
| Charges de matériel | 19 | 73 994 422 | | 72 142 486 | | 74 682 734 | |
| Charges de marchandises | 20 | 42 856 | | 40 000 | | 47 429 | |
| Biens meubles, machines, véhicules | 21 | 31 410 161 | | 31 571 700 | | 27 233 636 | |
| Autres charges de biens et services (lignes 23+24+25+26) | 22 | 216 450 639 | 8,7 | 206 021 000 | 7,6 | 197 313 822 | 7,2 |
| Informatique et télécommunication | 23 | 66 563 075 | | 73 221 000 | | 67 036 468 | |
| Autres prestations de service, honoraires | 24 | 112 841 051 | | 87 570 000 | | 92 420 769 | |
| Autres charges de biens et services | 25 | 35 775 590 | | 44 890 000 | | 38 174 554 | |
| Pertes sur débiteurs | 26 | 1 270 923 | | 340 000 | | -317 968 | |
| Charges d'infrastructure (lignes 28+29+30+31+32) | 27 | 429 129 013 | 17,2 | 525 185 118 | 19,5 | 454 811 324 | 16,5 |
| Loyers | 28 | 269 884 573 | | 361 061 000 | | 282 419 258 | |
| Charges de locaux externes | 29 | 25 736 618 | | 25 710 000 | | 26 691 859 | |
| Entretien, réparations, leasing | 30 | 72 609 177 | | 72 390 118 | | 80 559 562 | |
| Eau, énergie, matériel d'exploitation | 31 | 43 885 365 | | 48 184 000 | | 48 385 081 | |
| Charges administratives | 32 | 17 013 279 | | 17 840 000 | | 16 755 564 | |
| Amortissements | 33 | 116 219 394 | 4,6 | 123 470 000 | 4,6 | 127 149 076 | 4,6 |
| Variations des fonds secondaires et des fonds de tiers | 34 | 21 402 142 | 0,9 | -3 588 496 | -0,1 | 147 611 126 | 5,3 |
| Variations des engagements internes | 35 | -290 451 | -0,0 | 8 000 000 | 0,3 | 13 925 085 | 0,5 |
| Variations des provisions | 36 | 1 625 549 | 0,1 | 5 209 738 | 0,2 | 3 271 153 | 0,1 |
| Contributions/charges de transfert | 37 | 24 376 895 | 1,0 | 41 559 779 | 1,5 | 37 223 799 | 1,3 |
| Résultat intermédiaire (lignes 1 moins 11) | 38 | 19 942 970 | 0,8 | 24 437 657 | 0,9 | 43 213 648 | 1,6 |
| Résultat financier | 39 | 16 282 012 | 0,7 | 12 805 000 | 0,5 | 16 006 701 | 0,6 |
| Résultat des titres | 40 | 206 436 | 0,0 | - | - | -8 228 479 | -0,3 |
| Résultat total (lignes 38+39+40) | 41 | 36 431 419 | 1,5 | 37 242 657 | 1,4 | 50 991 870 | 1,8 |

Compte des investissements consolidé

| CHF | ligne n° | Compte 2007 | | Budget 2008 | | Compte 2008 | |
|---|-----------|--------------------|------------|--------------------|------------|--------------------|------------|
| | | quote-part en % | | quote-part en % | | quote-part en % | |
| Total des investissements net (lignes 2+3+4) | 1 | 169 745 316 | 6,8 | 182 210 000 | 6,8 | 204 105 014 | 7,4 |
| Immeubles appartenant aux EPF ou aux établissements de recherche (lignes 6 moins 18) | 2 | 2 069 930 | 0,1 | 100 000 | 0,0 | 278 381 | 0,0 |
| Biens meubles (équipements d'exploitation compris) (lignes 7 moins 19) | 3 | 135 996 683 | 5,4 | 153 450 000 | 5,7 | 176 322 968 | 6,4 |
| Informatique (lignes 8 moins 20) | 4 | 31 678 704 | 1,3 | 28 660 000 | 1,1 | 27 503 665 | 1,0 |
| Total des investissements brut (lignes 6+7+8) | 5 | 170 478 993 | 6,8 | 182 210 000 | 6,8 | 204 379 032 | 7,4 |
| Immeubles appartenant aux EPF ou aux établissements de recherche (lignes 10+14) | 6 | 2 069 930 | 0,1 | 100 000 | 0,0 | 278 381 | 0,0 |
| Biens meubles (équipements d'exploitation compris) (lignes 11+15) | 7 | 136 727 180 | 5,5 | 153 450 000 | 5,7 | 176 580 985 | 6,4 |
| Informatique (lignes 12+16) | 8 | 31 681 883 | 1,3 | 28 660 000 | 1,1 | 27 519 665 | 1,0 |
| Projets d'un montant supérieur à 10 millions (lignes 10+11+12) | 9 | 4 371 895 | 0,2 | 14 500 000 | 0,5 | – | – |
| Immeubles appartenant aux EPF ou aux établissements de recherche | 10 | – | – | – | – | – | – |
| Biens meubles (équipements d'exploitation compris) | 11 | 4 371 895 | 0,2 | 14 500 000 | 0,5 | – | – |
| Informatique | 12 | – | – | – | – | – | – |
| Projets d'un montant inférieur à 10 millions (lignes 14+15+16) | 13 | 166 107 097 | 6,6 | 167 710 000 | 6,2 | 204 379 032 | 7,4 |
| Immeubles appartenant aux EPF ou aux établissements de recherche | 14 | 2 069 930 | 0,1 | 100 000 | 0,0 | 278 381 | 0,0 |
| Biens meubles (équipements d'exploitation compris) | 15 | 132 355 284 | 5,3 | 138 950 000 | 5,2 | 176 580 985 | 6,4 |
| Informatique | 16 | 31 681 883 | 1,3 | 28 660 000 | 1,1 | 27 519 665 | 1,0 |
| Recettes provenant de ventes (lignes 18+19+20) | 17 | 733 677 | 0,0 | – | – | 274 018 | 0,0 |
| Immeubles appartenant aux EPF ou aux établissements de recherche | 18 | – | – | – | – | – | – |
| Biens meubles (équipements d'exploitation compris) | 19 | 730 497 | 0,0 | – | – | 258 018 | 0,0 |
| Informatique | 20 | 3 180 | 0,0 | – | – | 16 000 | 0,0 |

323 Compte des investissements

Le volume des investissements a dépassé de 34,4 millions le niveau de l'année précédente, et de 21,9 millions le niveau budgété. Les biens meubles représentent 86 % des 204,1 millions d'investissements nets, et l'informatique 14 %.

Les acquisitions de matériel informatique ont reculé par rapport à 2007, ce qui s'explique par l'ampleur des investissements consacrés l'année dernière par l'EPFZ au CSCS de Manno. En revanche, les besoins en nouvelles acquisitions et en matériel de remplacement ont évolué à la hausse en ce qui concerne les

appareils et équipements scientifiques. L'EPFL a ainsi investi davantage dans l'équipement de sa faculté des sciences de la vie. À l'EPFZ, les équipements d'exploitation et les modifications spécifiques venus accroître l'actif ont augmenté le total des investissements.

Les biens meubles et les équipements informatiques financés sur des fonds secondaires et de tiers ont représenté 31,2 millions (contre 35,1 mio en 2007).

324 Crédits d'engagement destinés aux immeubles

Les crédits d'engagements concernent des immeubles appartenant à la Confédération; ils figurent dans le budget de l'OFCL. Le total des investissements de construction financés par les crédits d'engagement en cours (tome 2A, ch. 09) s'est monté à 170,9 millions en 2008. Le volume des travaux a donc été nettement inférieur à celui de 2007 (273,8 mio). En fin d'année, 14,8 millions (9,5 % du crédit d'investissement) ont été transférés du crédit d'exploitation (contribution financière) vers le crédit d'investissement.

Au cours de l'année, l'EPFZ s'est concentrée sur la rénovation de son bâtiment principal vieux de 150 ans et sur celle du bâtiment

des sciences naturelles. Sur le site du Höggerberg, la réalisation du centre sportif de Science City a bien avancé, et le laboratoire e-Science a été achevé. À l'EPFL, la construction du nouveau Learning Centre a progressé, et le bâtiment des Sciences de la vie a été terminé.

Les bâtiments neufs ont absorbé 79,8 millions, soit 47 % du total des dépenses de construction, 37 % étant consacrés aux travaux de préservation de la valeur et de la fonction des immeubles. Les 16 % restants ont servi à des agrandissements et à des transformations ainsi qu'à la démolition d'un bâtiment.

Investissements en immeubles

| Crédits d'engagement ouverts, autorisés antérieurement ¹ | Crédits d'engagement | | Dépenses d'investissement | | | Crédits vraisemblablement non requis |
|---|---|--|---------------------------|--------------|--------------|--------------------------------------|
| | autorisés par le Parlement état au 1.1.2008 (3+4+5+6) | montant engagé jusqu'à fin 2008 ² | jusqu'en 2007 | compte 2008 | après 2008 | |
| mio CHF | | | | | | |
| Total des investissements | 1 227,3 | 819,5 | 610,0 | 170,9 | 249,0 | 197,4 |
| division n° | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 |
| a) Total des crédits d'engagement après clôture et report | 1 227,3 | 819,5 | 610,0 | 170,9 | 249,0 | 197,4 |
| Crédits d'engagement et programmes de construction achevés en 2008 | 24,7 | – | – | – | – | 24,7 |
| Crédits d'engagement ouverts, reportés | 1 202,7 | 819,5 | 610,0 | 170,9 | 249,0 | 172,7 |
| b) Total des crédits d'engagement par domaine spécifique | 1 227,3 | 819,5 | 610,0 | 170,9 | 249,0 | 197,4 |
| Crédits d'ouvrage (pour des projets supérieurs à 20 mio) | 701,8 | 548,5 | 417,8 | 109,3 | 158,9 | 15,8 |
| Crédits d'ouvrage (pour des projets entre 10 et 20 mio) | 51,8 | 12,8 | 11,0 | 0,9 | 3,2 | 36,7 |
| Crédits d'ouvrage (pour des projets entre 3 et 10 mio) | 140,1 | 92,4 | 65,2 | 23,0 | 23,5 | 28,3 |
| Crédits-cadres (solde de crédit) | 333,7 | 165,8 | 116,0 | 37,7 | 63,5 | 116,6 |

1 Autorisés par la voie des différents budgets de la Confédération ou des programmes de construction.

2 Somme des paiements et commandes encore ouvertes.

Compte des flux de fonds consolidé

| CHF | ligne n° | Compte 2007 | | Budget 2008 | | Compte 2008 | |
|---|-----------|---------------------|-------------|---------------------|-------------|---------------------|-------------|
| | | quote-part en % | | quote-part en % | | quote-part en % | |
| Flux de fonds provenant des activités courantes (lignes 8+9+10) | 1 | 961 067 081 | 38,4 | 164 390 501 | 6,1 | 93 419 879 | 3,4 |
| Résultat total, compte de résultats | 2 | 36 431 419 | | 37 242 657 | | 50 991 870 | |
| Amortissements | 3 | 115 088 701 | | 123 470 000 | | 126 556 912 | |
| Variations des provisions | 4 | -11 290 789 | | 1 900 000 | | -3 251 983 | |
| Variations résultant d'entrées/sorties de l'actif immobilisé | 5 | 1 063 450 | | – | | 698 774 | |
| Variations résultant de réévaluations et de détériorations de valeur | 6 | – | | – | | – | |
| Charges/revenus distincts sans effet sur les fonds | 7 | 5 240 789 | | -2 505 500 | | -8 423 652 | |
| Cash-flow (lignes 2 à 7) | 8 | 146 533 569 | 5,9 | 160 107 157 | 5,9 | 166 571 919 | 6,0 |
| Augmentation/diminution de l'actif circulant net | 9 | 777 279 994 | | 12 273 344 | | -237 922 897 | |
| Augmentation/diminution du capital affecté | 10 | 37 253 518 | | -7 990 000 | | 164 770 857 | |
| Flux de fonds provenant des activités d'investissement (lignes 12 + 17) | 11 | -203 222 164 | -8,1 | -212 760 000 | -7,9 | -270 065 915 | -9,8 |
| Immobilisations corporelles (lignes 13 à 16) | 12 | -169 745 316 | -6,8 | -182 210 000 | -6,8 | -204 105 014 | -7,4 |
| Investissements en immeubles (propriété EPF/établissements de recherche) | 13 | -2 069 930 | | -100 000 | | -278 381 | |
| Investissements, biens meubles (équipements d'exploitation compris) | 14 | -136 727 180 | | -153 450 000 | | -176 580 985 | |
| Investissements, informatique | 15 | -31 681 883 | | -28 660 000 | | -27 519 665 | |
| Désinvestissements, immobilisations corporelles | 16 | 733 677 | | – | | 274 018 | |
| Placements financiers (lignes 18 à 22) | 17 | -33 476 847 | -1,3 | -30 550 000 | -1,1 | -65 960 901 | -2,4 |
| Investissements, participations | 18 | -189 000 | | – | | 100 000 | |
| Investissements en immeubles (cofinancements par des fonds de tiers) | 19 | -34 217 130 | | -30 550 000 | | -59 728 203 | |
| Investissements, immobilisations incorporelles | 20 | – | | – | | – | |
| Investissements, placements financiers (à long terme) | 21 | – | | – | | -6 462 300 | |
| Désinvestissements, placements financiers | 22 | 929 282 | | – | | 129 603 | |
| Cash-flow libre (lignes 1 moins 11) | 23 | 757 844 918 | 30,3 | -48 369 499 | -1,8 | -176 646 036 | -6,4 |
| Flux de fonds provenant des activités de financement (lignes 25 à 27) | 24 | -2 048 000 | -0,1 | -1 000 000 | -0,0 | -1 000 000 | -0,0 |
| Engagements financiers à long terme envers la Confédération | 25 | – | | – | | – | |
| Engagements financiers à long terme envers des tiers | 26 | -2 000 000 | | -1 000 000 | | -1 000 000 | |
| Engagements financiers distincts à long terme | 27 | -48 000 | | – | | – | |
| Variations du fonds des liquidités (lignes 30 moins 29) | 28 | 755 796 912 | | | | -177 646 037 | |
| Etat des liquidités le 1.1. | 29 | 84 704 252 | | | | 840 501 164 | |
| Etat des liquidités le 31.12. | 30 | 840 501 164 | | | | 662 855 127 | |

325 Compte des flux de fonds

Le compte des flux de fonds fait ressortir les flux générés par les activités courantes (ligne 1), les activités d'investissement (ligne 11) et les activités de financement (ligne 24). Le *cash-flow* libre apparaît en résultat intermédiaire (ligne 23) et la variation du fonds (ligne 28) en résultat final.

En 2008, des réaffectations dans les placements monétaires et financiers ont engendré des variations au sein de l'actif circulant.

Elles n'ont pas été sans effets sur l'actif circulant net, et ainsi sur les flux de trésorerie provenant d'activités courantes, ainsi que sur le fonds.

Après déduction du flux des investissements, on obtient un *cash-flow* libre négatif, couvert par la réduction des liquidités. Le total des flux générés par les investissements contient aussi les cofinancements, par les EPF de Zurich et de Lausanne, d'immeubles appartenant à la Confédération (ligne 19).

Au niveau des flux de fonds provenant des activités de financement, la seule opération de l'exercice est constituée par le remboursement partiel (1,0 mio) d'un prêt du canton d'Argovie à l'IPS pour assurer l'exécution du projet PROSCAN (ligne 26).

326 Bilan

Le total du bilan en fin d'exercice était de 1 788,8 millions, soit 247,3 millions (16,0 %) de plus que dans le bilan consolidé 2007. D'une part, la montée des fonds secondaires et de tiers s'est répercutée sur l'actif circulant et immobilisé, ainsi que sur le capital affecté du passif. Et d'autre part, le volume accru des investissements s'est traduit par une augmentation des immobilisations corporelles (actif immobilisé) et des fonds propres.

Outre l'augmentation du total du bilan consolidé, on observe quelques mouvements de faible ampleur par rapport à 2007. À l'actif, la part de l'actif immobilisé est montée de 3,4 % aux dépens de l'actif circulant et, au passif, le capital affecté a progressé de 2,5 % aux dépens du capital propre.

Actif

Le nouveau contrat de trésorerie entre le domaine des EPF et l'Administration fédérale des finances (AFF) est entré en vigueur le 1^{er} janvier 2008. Il précise les modalités de placement des fonds secondaires et de tiers. Pour l'inscription de ces fonds à l'actif circulant, le domaine des EPF se fonde non sur le terme, mais sur la créance que détient le Conseil des EPF envers l'AFF (débiteur). L'augmentation des compensations en provenance de fonds secondaires et de fonds de tiers a engendré un accroissement de 99,8 millions (10,0 %) de l'actif circulant dans le bilan consolidé. La valeur comptable des stocks est restée pratiquement inchangée par rapport à 2007. En revanche, les régularisations de charges dues à des prestations fournies mais non encore facturées ont sensiblement augmenté.

Bien que les investissements en biens d'équipement aient nettement progressé, leur part (valeur résiduelle des immobilisations corporelles) dans le total de l'actif n'a guère changé. Celle des immobilisations financières à long terme s'est accrue, en raison des règles de cofinancement des projets de construction: les fonds apportés par des tiers en cofinancement d'immeubles appartenant à la Confédération sont portés à l'actif dans les immobilisations financières à long terme. L'AFF inscrit simultanément une valeur semblable dans les engagements financiers à long terme au passif de sa comptabilité.

Comme en 2007, aucune immobilisation incorporelle (brevets ou licences, notamment) n'a été portée à l'actif.

Passif

Au passif, on remarque une augmentation du capital étranger. Le recul des engagements à long terme a été plus que compensé par l'avancée du capital étranger à court terme. Dans les engagements à court terme à l'égard de la Confédération, le LFEM a

porté au passif le paiement de la cession du terrain de Giessen, à Dübendorf; le prix de vente sera versé à l'OFCL en 2009. Le volume total des provisions à court et à long terme est un peu en deçà de celui de l'année précédente; le gros en réservé aux vacances du personnel. Les autres provisions se fondent sur le dispositif de gestion des risques mis en place dans les EPF et les établissements de recherche (personnel, risques majeurs, risques de procès et risques liés à la responsabilité civile). Les risques sont réévalués chaque année; si la responsabilité civile n'est pas déjà couverte par une assurance, le risque est porté au passif ou dans les engagements conditionnels, selon sa probabilité de réalisation. Contrairement à ce qui se fait dans le secteur privé, les déficits de couverture des prestations de la caisse de prévoyance du domaine des EPF ne sont pas capitalisés. Les plans de trésorerie des EPF et des établissements de recherche permettent de moduler et de garantir la disponibilité des fonds liés à un recours aux provisions.

La diminution des engagements à long terme est uniquement due au remboursement partiel d'un prêt du canton d'Argovie à l'IPS.

Le capital affecté représente une particularité du bilan du domaine des EPF. Le total se compose des fonds secondaires et de tiers et des fonds propres. Dans les fonds propres se trouvent des contributions au cofinancement d'immeubles de la Confédération, dont le traitement comptable n'est toutefois pas comparable avec celui des fonds propres représentant des prestations promises en interne. Les cofinancements figurant dans les fonds propres correspondent aux immobilisations financières à long terme inscrites à l'actif. Les prestations promises en interne à des professeurs nommés ou au titre de projets d'enseignement et de recherche sont en revanche des opérations purement internes des EPF et des établissements de recherche; sont portées au passif les promesses de nomination et les financements d'ores et déjà affectés à des projets d'enseignement et de recherche. La capitalisation se fait par la variation du montant figurant dans le compte de résultats (voir la liste des prestations promises en interne dans l'annexe).

Il existe une corrélation étroite entre le sensible accroissement des fonds secondaires ainsi que des fonds de tiers et celui du capital affecté. Une grosse partie des recettes supplémentaires ne sera utilisée que dans les périodes suivantes. Ces fonds sont donc portés au passif, à titre de prestations dues, par le biais d'une variation du montant inscrit dans le compte de résultats.

Le capital propre consolidé s'est accru de 47 millions au cours de l'exercice, pour frôler les 615 millions (voir description du capital propre). La structure du capital propre du domaine des EPF dépend d'opérations affectant le compte des investissements. Quand l'accroissement net des immobilisations corporelles dépasse les amortissements annuels et les sorties dues à des réévaluations, comme cela s'est produit en 2008 (81,6 mio), le capital propre augmente en proportion, car la valeur résiduelle des immobilisations corporelles mobilières est capitalisée.

Bilan consolidé

| | ligne n° | Bilan 2007 | | Bilan 2008 | | Variations | |
|---|-------------|----------------------|--------------|----------------------|--------------|--------------------|--------------|
| CHF | | quote-part en % | | quote-part en % | | % | |
| Actif | 1 | 1 541 572 137 | 100,0 | 1 788 847 712 | 100,0 | 247 275 575 | 16,0 |
| (lignes 2+8) | | | | | | | |
| Actif circulant | 2 | 1 001 428 642 | 65,0 | 1 101 233 826 | 61,6 | 99 805 184 | 10,0 |
| (lignes 3 à 7) | | | | | | | |
| Liquidités et placements à court terme | 3 | 840 501 164 | | 662 855 127 | | -177 646 037 | |
| Créances | 4 | 61 923 710 | | 376 182 762 | | 314 259 052 | |
| Placements financiers à court terme | 5 | 70 000 000 | | 30 000 000 | | -40 000 000 | |
| Stocks | 6 | 13 262 134 | | 12 879 382 | | -382 753 | |
| Comptes de régularisation actifs | 7 | 15 741 634 | | 19 316 556 | | 3 574 922 | |
| Actif immobilisé | 8 | 540 143 494 | 35,0 | 687 613 886 | 38,4 | 147 470 391 | 27,3 |
| (lignes 9 à 11) | | | | | | | |
| Immobilisations corporelles | 9 | 486 410 247 | | 567 916 958 | | 81 506 711 | |
| Placements financiers | 10 | 53 733 247 | | 119 696 927 | | 65 963 681 | |
| Immobilisations incorporelles | 11 | – | | – | | – | |
| Passif | 12 | 1 541 572 137 | 100,0 | 1 788 847 712 | 100,0 | 247 275 575 | 16,0 |
| (lignes 13+16+30) | | | | | | | |
| Capitaux de tiers | 13 | 220 120 877 | 14,3 | 255 397 217 | 14,3 | 35 276 340 | 16,0 |
| (lignes 14+15) | | | | | | | |
| Capitaux de tiers à court terme | 14 | 167 466 476 | 10,9 | 208 597 162 | 11,7 | 41 130 686 | 24,6 |
| Engagements financiers courants | | 87 106 000 | | 112 635 549 | | 25 529 549 | |
| Engagements distincts | | 21 935 000 | | 26 063 885 | | 4 128 885 | |
| Comptes de régularisation passifs | | 21 821 425 | | 31 691 314 | | 9 869 890 | |
| Provisions | | 36 604 051 | | 38 206 414 | | 1 602 363 | |
| Capitaux de tiers à long terme | 15 | 52 654 401 | 3,4 | 46 800 055 | 2,6 | -5 854 346 | -11,1 |
| Engagements financiers | | 13 000 000 | | 12 000 000 | | -1 000 000 | |
| Engagements distincts | | – | | – | | – | |
| Provisions | | 39 654 401 | | 34 800 055 | | -4 854 346 | |
| Capital affecté | 16 | 754 139 782 | 48,9 | 918 910 639 | 51,4 | 164 770 857 | 21,8 |
| (lignes 17+26+29) | | | | | | | |
| Fonds secondaires et fonds de tiers | 17 | 613 588 042 | 39,8 | 702 865 352 | 39,3 | 89 277 310 | 14,6 |
| (lignes 18+22) | | | | | | | |
| Fonds secondaires | 18 | 191 442 131 | 12,4 | 212 037 216 | 11,9 | 20 595 085 | 10,8 |
| Encouragement de la recherche | 19 | 99 264 081 | | 112 431 592 | | 13 167 511 | |
| Recherche du secteur public | 20 | 71 516 652 | | 72 164 462 | | 647 810 | |
| Programmes de recherche européens | 21 | 20 661 398 | | 27 441 162 | | 6 779 764 | |
| Fonds de tiers | 22 | 422 145 911 | 27,4 | 490 828 135 | 27,4 | 68 682 225 | 16,3 |
| Recherche axée sur l'économie | 23 | 258 976 927 | | 322 177 887 | | 63 200 959 | |
| Fonds spéciaux (dons et legs entre autres) | 24 | 117 242 396 | | 127 769 465 | | 10 527 069 | |
| Autres fonds de tiers (cantons et communes compris) | 25 | 45 926 587 | | 40 880 783 | | -5 045 804 | |
| Fonds propres (engagements internes) | 26 | 106 334 611 | 6,9 | 122 099 955 | 6,8 | 15 765 344 | 14,8 |
| (lignes 27 à 28) | | | | | | | |
| vis-à-vis de professeurs nommés | 27 | 80 725 234 | | 49 885 091 | | -30 840 143 | |
| Projets d'enseignement et de recherche | 28 | 25 609 377 | | 72 214 863 | | 46 605 486 | |
| Fonds propres à l'immobilier de la Confédération | 29 | 34 217 130 | 2,2 | 93 945 333 | 5,3 | 59 728 203 | – |
| (cofinancement) | | | | | | | |
| Capital propre | 30 | 567 311 478 | 36,8 | 614 539 856 | 34,4 | 47 228 378 | 8,3 |
| (lignes 31 à 34) | | | | | | | |
| Réserves provenant du solde reporté | 31 | 395 910 813 | | 457 433 527 | | 61 522 714 | |
| Réserves, contribution financière de la Conf. | 32 | 51 518 574 | | 49 569 925 | | -1 948 649 | |
| Réserves libres | 33 | 47 372 954 | | 29 856 611 | | -17 516 343 | |
| Capital et autres réserves | 34 | 72 509 136 | | 77 679 793 | | 5 170 657 | |

Attribution du capital affecté au capital étranger ou au capital propre
Si le capital affecté était attribué au capital étranger ou au capital propre, cela se traduirait par les changements suivants: la part du capital étranger passerait de 14,3 % à 46,4 %, et celle du capital propre de 34,4 % à 53,6 %.

État du capital propre

La variation du capital propre du domaine des EPF provient en majeure partie de l'emploi du résultat total. Cela apparaît dans la somme (51,3 millions) des divers comptes de clôture avant consolidation. L'état du capital propre fait ressortir les réserves constituées à partir de la contribution financière de la Confédération.

Réserves constituées à partir de la contribution financière de la Confédération

Le domaine des EPF a la possibilité de constituer des réserves à partir de la contribution financière de la Confédération, pour les

employer ultérieurement à la réalisation des buts du mandat de prestations. Le total de 49,6 millions contient des contributions accumulées depuis 2000 et encore inutilisées. Le contrat de trésorerie conclu le 29 novembre 2007 entre l'AFF et le domaine des EPF prévoit (art. 2) que la Confédération gère ces fonds sur un compte non rémunéré, parmi ses engagements. La variation nette depuis 2007 fait ressortir un recul de 1,9 million. Le Conseil des EPF réserve ces ressources (compte non tenu de ses propres réserves de 3,4 mio) à des projets stratégiques des EPF et des établissements de recherche réalisés dans le cadre du mandat de prestations.

Réserves libres et capital

Les réserves libres bénéficient intégralement à l'enseignement et à la recherche. Elles sont constituées à partir de plusieurs sources. Y figurent des frais administratifs, des dons, etc. La variation nette montre une diminution de 17,6 millions par rapport à 2007.

Attribution du capital affecté aux capitaux de tiers ou au capital propre

| (ligne 16 Bilan consolidé du domaine des EPF) | ligne n° | Bilan consolidé | | Transfert | | Bilan consolidé | |
|---|-----------|-----------------|--------------|--|---------------|-------------------|--------------|
| | | Domaine des EPF | | Attribution à: Réduction (-)Augmentation (+) | | Domaine des EPF | |
| | | 2008 | | | | Perspective (NMC) | |
| mio CHF | | Part % | | | | 2008 | |
| | | | | | | | Part % |
| Passif | 1 | 1 788,8 | 100,0 | -918,9 | 918,9 | 1 788,8 | 100,0 |
| (lignes 2+3+14) | | | | | | | |
| Capitaux de tiers | 2 | 255,4 | 14,3 | | 575,1 | 830,5 | 46,4 |
| Capital affecté | 3 | 918,9 | 51,4 | -918,9 | | - | - |
| (lignes 4+13) | | | | | | | |
| Fonds secondaires et fonds de tiers | 4 | 702,9 | 39,3 | -702,9 | | | |
| Fonds secondaires | 5 | 212,0 | 11,9 | -212,0 | | | |
| Encouragement de la recherche | 6 | 112,4 | 6,3 | Capitaux de tiers | -112,4 | | |
| Recherche du secteur public | 7 | 72,2 | 4,0 | Capitaux de tiers | -72,2 | | |
| Programmes de recherche européens | 8 | 27,4 | 1,5 | Capitaux de tiers | -27,4 | | |
| Fonds de tiers | 9 | 490,8 | 27,4 | -490,8 | | | |
| Recherche axée sur l'économie | 10 | 322,2 | 18,0 | Capitaux de tiers | -322,2 | | |
| Fonds spéciaux (dons et legs entre autres) | 11 | 127,8 | 7,1 | Capital propre | -127,8 | | |
| Autres fonds de tiers (cantons et communes compris) | 12 | 40,9 | 2,3 | Capitaux de tiers | -40,9 | | |
| Fonds propres | 13 | 216,0 | 12,1 | Capital propre | -216,0 | | |
| Capital propre | 14 | 614,5 | 34,4 | | 343,8 | 958,4 | 53,6 |

Etat du capital propre

| mio CHF | Réserves issues de la contribu- tion financière de la Conf. | Réserves résultant du report/ excédent/décou- vert du bilan | Réserves libres | Capital et autres réserves | Total capital propre |
|---|--|---|--------------------|-------------------------------------|----------------------------|
| | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 = 1 bis 4 |
| Etat le 1.1.2007 | 47,5 | 348,3 | 58,5 | 71,0 | 525,4 |
| (+/-) Transferts dans le capital propre | - | -1,5 | - | 1,5 | - |
| (+/-) Résultat de l'exercice | 2,0 | 34,4 | - | - | 36,5 |
| (+/-) Variations de l'évaluation | - | - | - | - | - |
| Variations | | | | | |
| (+/-) Réserves, contribution financière | 2,0 | - | - | - | 2,0 |
| (+/-) Réserves résultant du report | - | 14,7 | - | - | 14,7 |
| (+/-) Réserves libres | - | - | -11,1 | - | -11,1 |
| (+/-) Capital et autres réserves | - | - | - | -0,0 | -0,0 |
| Etat le 31.12.2007 | 51,5 | 395,9 | 47,4 | 72,5 | 567,3 |
| (+/-) Transferts dans le capital propre | - | 1,2 | 0,2 | 5,2 | 6,6 |
| Résultat de l'exercice | 1,3 | 50,0 | - | - | 51,3 |
| (+/-) Variations de l'évaluation | - | - | - | - | - |
| Variations | | | | | |
| (+/-) Réserves, contribution financière | -3,2 | - | - | - | -3,2 |
| (+/-) Réserves résultant du report | - | 10,3 | - | - | 10,3 |
| (+/-) Réserves libres | - | - | -17,8 | - | -17,8 |
| (+/-) Capital et autres réserves | - | - | - | - | - |
| Etat le 31.12.2008 | 49,6 | 457,4 | 29,9 | 77,7 | 614,5 |

33 Annexe aux comptes

331 Explications générales

Gestion des risques

Les principes du financement des risques prévoient que les deux EPF et les centres de recherche s'assurent contre les éventuels dommages en sus de mesures complémentaires. Dans le cadre du projet de gestion des risques, les EPF et les centres de recherche ont contracté des assurances de choses (tous risques) et assurance responsabilité civile d'exploitation pour couvrir les dommages. Les sommes assurées s'élèvent pour la plupart à 50 millions pour les dommages faits aux personnes et aux choses et à 5 millions pour les dommages au patrimoine. Les risques pour les dommages dus à des événements naturels ont été assurés pour des sommes parfois supérieures (EPFZ: 1,7 mrd pour les dommages causés aux infrastructures, IPS: 1 milliard LFEM; 161 mio). L'EPFZ a en outre assuré les immeubles dont elle est propriétaire contre un éventuel incendie. Des provisions ont par ailleurs été constituées en couverture de certains risques de dommages, selon la probabilité que ces derniers surviennent.

Gouvernement d'entreprise

Les principes de la gouvernance et du contrôle du Domaine des EPF (y compris la stratégie propre du Conseil fédéral) sont publiés dans le rapport 2008 du Conseil des EPF (s'inspirant de la directive sur le gouvernement d'entreprise de SWX).

Indemnisation des organes directeurs

Ces indications font partie des rapports soumis annuellement au Conseil fédéral et à la délégation des finances des Chambres fédérales, et sont publiées dans les rapports sur la rémunération des cadres. Les rapports se conforment aux dispositions de la loi sur le personnel de la Confédération (LPers, RS 172.220.1), de l'ordonnance sur les salaires des cadres (RS 172.220.12) et de l'arrêté du conseil fédéral du 19.12.2003 relatif à la loi sur la rémunération et sur d'autres conditions contractuelles convenues avec les cadres du plus haut niveau hiérarchique et les membres des organes dirigeants des entreprises et des établissements de la Confédération.

Participations dans des personnes juridiques de droit public et privé

Sur la base de l'art. 3a de la Loi sur les EPF (RS 414.110), les EPF et les établissements de recherche peuvent créer des sociétés, participer à des sociétés ou collaborer d'autres façons avec des tiers pour accomplir leurs tâches, conformément au mandat de prestations et aux directives du Conseil des EPF (notamment octroi de crédits). Les participations détenues dans des entreprises et les crédits accordés aux mêmes entreprises sont admissibles, conformément aux dispositions de l'ordonnance du Conseil des EPF sur les biens immatériels et les participations dans le domaine des EPF (OBIP-EPF; RS 414.172). Le cas échéant, leur valeur doit figurer dans les comptes conformément à l'art. 16 al. 6 de l'Ordonnance sur le domaine des EPF (RS 414.110.3).

Principes du bilan et d'évaluation

Les évaluations se conforment aux consignes du manuel de comptabilité du domaine des EPF.

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées pour leur valeur d'acquisition ou coût de fabrication et sont amorties sur leur durée d'utilisation (réévaluations). Il existe des fourchettes pour les différentes catégories, mais depuis l'introduction de la comptabilité propre en 2000 une durée d'amortissement fixe par catégorie et par immobilisation a été adoptée. Les biens d'investissement financés sur des ressources extérieures deviennent directement aussi propriété des EPF et des établissements de recherche, et font l'objet d'amortissements similaires.

Taux de change des monnaies étrangères

Les comptes sont établis en francs suisses. Les montants en monnaies étrangères sont convertis au cours du jour de la transaction. Dans le bilan, les créances et dettes en monnaies étrangères sont converties au cours du jour de référence de l'AFF en date du bilan (pour EUR, US). Les écarts qui résultent de ces conversions sont comptabilisés avec incidence sur le résultat.

Règles d'arrondissement des montants

Tous les chiffres ont été arrondis conformément aux pratiques commerciales. Il est donc possible que de légers écarts apparaissent entre des sommes ou des totaux intermédiaires.

332 Explications relatives aux comptes annuels

Retraitement

Compte de résultats du budget 2008

Reclassement sans incidence sur le résultat du résultat exceptionnel (73,5 mio ligne 37 du compte de résultats consolidé Arrêté fédéral concernant le budget 2008 du domaine des EPF) en charges et en revenus ordinaires.

Bilan 2007

Répartition des provisions en provisions à court et long terme. Cette opération est sans incidence sur le total des capitaux étrangers ni sur le total du bilan 2007.

Informations sur les postes du compte de résultats

Taxes (Compte de résultats consolidé, ligne 8)

Bien qu'aucune immobilisation incorporelle n'ait été inscrite au bilan en 2008 à l'instar des années précédentes, on enregistre des produits provenant de brevets et licences, comptabilisés côté revenus sous taxes et droits (compte de résultats consolidé, ligne 8). En 2008, l'EPFZ a enregistré 1,4 million sous produits de brevets et licences et l'IPS 1,3 million. Certains autres établissements du domaine ont également enregistré des produits de brevets et licences.

Informations concernant les postes du compte de flux de fonds

Le flux de fonds provenant des activités courantes sont présentés selon la méthode indirecte (résultat total corrigé des charges et revenus ayant une incidence sur les liquidités, ainsi que des variations de l'actif circulant net). Le fonds «Liquidités» contient les encaisses, les avoirs des comptes postaux PostFinance et des comptes bancaires à vue. Il contient en outre les placements monétaires et financiers dont la durée n'excède pas trois mois maximum, notamment auprès de l'AFF. Ils sont exprimés en valeur nominale en date du bilan.

Activités de financement

Les sorties de fonds provenant d'activités de financement (1,0 mio) sont dues au remboursement partiel du prêt à durée limitée du Canton d'Argovie à l'IPS pour la réalisation du projet PROSCAN.

Données concernant les postes du bilan

Participations des EPF et établissements de recherche (Art. 10 let. a OBIP-EPF)

La valeur de telles participations figure tout au plus pour mémoire (p. m.) ou comme un montant nul dans le bilan des EPF et des établissements de recherche au 31.12.2008. Il existe une participation supérieure à 50 % auprès de l'EPFZ. La question de la consolidation intégrale devient ainsi caduque. Pour les participations comprises entre 20 et 50 %, il a été décidé de renoncer pour les mêmes raisons à l'application de la méthode de la mise en équivalence. Il n'existe pas de droits d'option sur les parts du capital propre (art. 10 let. B OBIP-EPF).

| Société | Siège | Pays | Forme juridique | Capital | Parts du capital | | Valeur comptable | | |
|--|-------------|--------|---------------------|---------|------------------|---------|------------------|---------|------|
| | | | | | 2007 | 2008 | 2007 | 2008 | |
| | | | | mio | % | % | mio CHF | mio CHF | |
| Epispeed SA | Zoug | Suisse | Société par actions | CHF | 0,2 | 3,4% | 3,4% | p.m.* | p.m. |
| GlycoVaxyn AG | Schlieren | Suisse | Société par actions | CHF | 0,7 | 0,9% | 0,9% | p.m. | p.m. |
| HeiQ Materials AG | Bad Zurzach | Suisse | Société par actions | CHF | 1,4 | 0,5% | 0,3% | p.m. | p.m. |
| Kuros Biosurgery AG | Zurich | Suisse | Société par actions | CHF | 0,4 | 0,3% | 0,3% | p.m. | p.m. |
| Venture Incubator AG | Zoug | Suisse | Société par actions | CHF | 25,3 | 8,4% | 8,4% | p.m. | p.m. |
| Covagen AG | Zurich | Suisse | Société par actions | CHF | 0,1 | 3,7% | 3,7% | p.m. | p.m. |
| Alstom Inspection Robotics AG | Zurich | Suisse | Société par actions | CHF | 0,1 | 24,0% | 24,0% | 0,0 | 0,0 |
| Celestrius AG | Zurich | Suisse | Société par actions | CHF | 0,1 | 100,0% | 100,0% | 0,1 | - |
| Lipideon Biotechnology AG | Zurich | Suisse | Société par actions | CHF | 0,2 | 1,0% | 1,0% | p.m. | p.m. |
| Advanced Metal Technology AG | Zurich | Suisse | Société par actions | CHF | 0,1 | 2,8% | 2,8% | p.m. | p.m. |
| Arktis Radisation Detectors AG | Zurich | Suisse | Société par actions | CHF | 0,1 | 3,0% | 3,0% | p.m. | p.m. |
| ChromaCon AG | Zurich | Suisse | Société par actions | CHF | 0,1 | 5,0% | 5,0% | p.m. | p.m. |
| Redbiotec AG | Schlieren | Suisse | Société par actions | CHF | 0,1 | 6,2% | 6,2% | p.m. | p.m. |
| SuSoS AG | Dübendorf | Suisse | Société par actions | CHF | 0,2 | 3,0% | 3,0% | p.m. | p.m. |
| CovalX AG (anciennement GmbH) | Zurich | Suisse | Société par actions | CHF | 0,2 | | 2,4% | p.m. | p.m. |
| Procedural AG | Zurich | Suisse | Société par actions | CHF | 0,1 | | 1,0% | p.m. | p.m. |
| NeMo Devices AG | Zurich | Suisse | Société par actions | CHF | 0,1 | | 0,9% | p.m. | p.m. |
| Virtamed AG | Zurich | Suisse | Société par actions | CHF | 0,1 | | 1,5% | p.m. | p.m. |
| 3-V Biosciences, Inc. | Delaware | USA | Société par actions | USD | | 1,4% | | p.m. | p.m. |
| Information complémentaire: | | | | | | mio CHF | mio CHF | | |
| Total des parts de l'EPFZ à la valeur nominale du capital-actions: | | | | | CHF | | 2,3 | 2,3 | |

*p.m. valeur pour mémoire

EPFL

| Société | Siège | Pays | Forme juridique | Capital | Parts du capital | | Valeur comptable | | |
|--|-------------------|--------|---------------------|---------|------------------|---------|------------------|---------|---------|
| | | | | | 2007 | 2008 | 2007 | 2008 | |
| | | | | | mio | % | % | mio CHF | mio CHF |
| Anecova SA | Ecublens | Suisse | Société par actions | CHF | 0,2 | 0,0% | 1,1% | p.m. | p.m. |
| Ayanda Biosystems SA | Ecublens | Suisse | Société par actions | CHF | 0,2 | 3,6% | 3,6% | p.m. | p.m. |
| Beamexpress SA | Ecublens | Suisse | Société par actions | CHF | 0,1 | 8,7% | 8,7% | p.m. | p.m. |
| BlueBotics SA | Lausanne | Suisse | Société par actions | CHF | 0,3 | 0,8% | 0,8% | p.m. | p.m. |
| Covalys Biosciences AG | Witterswil/ SO | Suisse | Société par actions | CHF | 0,4 | 1,9% | 1,9% | p.m. | p.m. |
| Dartfish SA | Fribourg | Suisse | Société par actions | CHF | 7,5 | 1,9% | 2,0% | p.m. | p.m. |
| MimoSys AG | Zurich | Suisse | Société par actions | CHF | 0,2 | 2,6% | 2,6% | 0,0 | 0,0 |
| Nano Bridging Molecules SA | Gland | Suisse | Société par actions | CHF | 0,8 | 2,5% | 1,3% | 0,1 | – |
| PhotoDermaSA | Ecublens | Suisse | Société par actions | CHF | 0,2 | 7,8% | 9,0% | p.m. | p.m. |
| Sensimed SA | Lausanne | Suisse | Société par actions | CHF | 0,4 | 3,0% | 3,0% | p.m. | p.m. |
| Shockfish SA | Lausanne | Suisse | Société par actions | CHF | 0,4 | 0,8% | 0,8% | p.m. | p.m. |
| CSEM SA | Neuchâtel | Suisse | Société par actions | CHF | 19,9 | 20,1% | 20,1% | p.m. | p.m. |
| Polytech Advisors SA | Ecublens | Suisse | Société par actions | CHF | 0,1 | 30,0% | 30,0% | p.m. | p.m. |
| Crocus Technology SA | | France | Société par actions | EUR | 0,3 | 0,1% | 0,1% | p.m. | p.m. |
| G24 Innovations Ltd | | GB | Société par actions | GBP | 2,8 | 1,0% | 0,0% | p.m. | p.m. |
| Innovative Silicon Inc | | USA | Société par actions | USD | 0,0 | 1,2% | 0,9% | p.m. | p.m. |
| Konarka Technologies Inc | | USA | Société par actions | USD | 0,0 | 0,3% | 1,2% | p.m. | p.m. |
| Orla Protein Technologies Ltd | | GB | Société par actions | GBP | 0,0 | 0,0% | 0,0% | p.m. | p.m. |
| Information complémentaire: | | | | | | mio CHF | mio CHF | | |
| Total des parts de l'EPFL à la valeur nominale du capital-actions: | | | | | CHF | | 4,3 | 4,3 | |

IPS

| Société | Siège | Pays | Forme juridique | Capital | Parts du capital | | Valeur comptable | | |
|---|----------|--------|---------------------|---------|------------------|---------|------------------|---------|---------|
| | | | | | 2007 | 2008 | 2007 | 2008 | |
| | | | | | mio | % | % | mio CHF | mio CHF |
| Wohnbaugenossenschaft Brugg Brugg | | Suisse | Coopérative | CHF | 0,2 | | | 0,0 | 0,0 |
| Dectris AG | Villigen | Suisse | Société par actions | CHF | 0,3 | 48,6% | 48,6% | 0,1 | 0,1 |
| Dysenos AG | Villigen | Suisse | Société par actions | CHF | 0,1 | 40,0% | 40,0% | 0,0 | 0,0 |
| Information complémentaire: | | | | | | mio CHF | mio CHF | | |
| Total des parts de l'IPS à la valeur nominale du capital-actions: | | | | | CHF | | 0,1 | 0,1 | |

Octroi de prêts des EPF et établissements de recherche (art. 10 let. c OBIP-EPF, partie de la ligne 10 du bilan consolidé):

EPFZ:

- Prêts à durée limitée, en partie réévalués, rémunérés, à des sociétés start-up nouvellement créées (0,05 mio)

EPFL:

- Prêts à durée illimitée à la Polytech Ventures (0,05 mio)

LFEM:

- Prêt à durée limitée, réévalué avec intérêt à Carbo-Ling GmbH, Fehraltof (0,25 mio)
- Prêt à durée limitée, réévalué sans intérêt à QC-Expert AG, Dübendorf (0,1 mio)

Divers prêts

(non comptabilisés dans la catégorie conformément à l'art. 10 OBIP-EPF, partie de la ligne 10 bilan consolidé):

EPFZ:

- Prêt à durée limitée, sans intérêt à des étudiants (0,4 mio)
- Prêt à durée limitée, sans intérêt à des employés (0,1 mio)
- Prêt à durée illimitée, sans intérêt à des restaurants universitaires (0,6 mio)
- Prêt à durée limitée, avec intérêt à la fondation Oechslin (0,3 mio)

EPFL:

- Prêt à durée illimitée, sans intérêt à la Fondation Maison pour Etudiants (1,7 mio)
- Prêt à durée illimitée, sans intérêt, à la Fondation du Centre Universitaire Protestant (0,25 mio)

IPS:

- Prêt à durée limitée du Canton d'Argovie dans la perspective du projet PROSCAN (2,0 mio)
- Prêt à durée limitée du Canton d'Argovie pour la consolidation du CCEM-CH (10,0 mio)

Stocks

| | |
|---|----------|
| Coûts historiques d'acquisition et de fabrication | 15,0 mio |
| Valeur actuelle du marché | 12,9 mio |

Des ajustements de valeur ont été comptabilisés dans les provisions pour un montant de 2,1 millions. La valeur actuel du marché correspond à la valeur passée au bilan dans les provisions (ligne 6 du bilan consolidé).

Immobilisations corporelles mobilières et biens immobiliers

Tableau des immobilisations

Les comptes et le tableau des immobilisations permettent de faire ressortir l'évolution des immobilisations corporelles (ligne 9 du bilan consolidé) et amortissements cumulés.

Les terrains et bâtiments propriété du domaine des EPF sont inclus dans le tableau des immobilisations. Ceux qui appartiennent à la Confédération sont portés à l'actif du bilan de cette dernière, et ne figurent donc pas dans l'actif immobilisé présenté ici. La valeur des biens immobiliers utilisés par le Domaine des EPF s'élèvent à 8,2 milliards environ.

Présentation des actifs immobilisés, immobilisations corporelles

| | ligne n° | Immeubles appartenant au domaine des EPF | Installations techniques et machines | Biens d'investissement informatiques | Autres immobilisations corporelles | Total immobilisations corporelles |
|---|-----------|--|--------------------------------------|--------------------------------------|------------------------------------|-----------------------------------|
| mio CHF | | | | | | |
| Valeur comptable nette 1.1.2008 | 1 | 11,7 | 423,7 | 51,0 | - | 486,4 |
| (lignes 2+9) | | | | | | |
| Valeur d'acquisition ou valeur comptable actuelle: | | | | | | |
| Etat le 1.1.2008 | 2 | 12,2 | 1 035,3 | 248,1 | - | 1 295,6 |
| Entrées | 3 | 0,3 | 184,4 | 30,4 | - | 215,1 |
| Autres entrées/dons | 4 | - | 4,4 | - | - | 4,4 |
| Variations des valeurs actuelles | 5 | - | - | - | - | - |
| Transferts | 6 | -0,4 | 0,4 | - | - | - |
| Sorties | 7 | -0,1 | -27,5 | -35,4 | - | -62,9 |
| Etat le 31.12.2008 | 8 | 12,0 | 1 197,1 | 243,2 | - | 1 452,3 |
| (lignes 2 à 7) | | | | | | |
| Réévaluations cumulées: | | | | | | |
| Etat le 1.1.2008 | 9 | -0,5 | -611,6 | -197,1 | - | -809,2 |
| Amortissements planifiés | 10 | -0,1 | -88,8 | -33,3 | - | -122,2 |
| Amortissements hors plan | 11 | - | -4,6 | -0,5 | - | -5,1 |
| Entrées/sorties de réévaluations | 12 | - | 19,7 | 32,4 | - | 52,1 |
| Reprises de perte de valeur | 13 | - | 0,0 | 0,0 | - | 0,0 |
| Transferts | 14 | - | - | - | - | - |
| Etat le 31.12.2008 | 15 | -0,6 | -685,3 | -198,4 | - | -884,3 |
| (lignes 9 à 14) | | | | | | |
| Valeur comptable nette 31.12.2008 | 16 | 11,4 | 511,8 | 44,7 | - | 567,9 |
| (lignes 8+15) | | | | | | |
| dont: | | | | | | |
| Installations en leasing | 17 | - | - | - | - | - |

Provisions

| | Personnel | Restructuration | Risques majeurs | Autres (par ex. risques de procès) | Total des provisions |
|--|-------------|-----------------|-----------------|--|-------------------------|
| mio CHF | | | | | |
| Etat au 31.12.2006 | 52,3 | – | 17,6 | 17,2 | 87,1 |
| Constitution de provisions | 4,2 | 0,5 | 4,0 | 0,1 | 8,8 |
| Dissolution de provisions non requises | -6,9 | – | -1,3 | -1,9 | -10,1 |
| Utilisation | -5,5 | – | -3,2 | -0,9 | -9,6 |
| Etat au 31.12.2007 | 44,1 | 0,5 | 17,1 | 14,6 | 76,3 |
| Constitution de provisions | 9,9 | 0,1 | 0,0 | 4,1 | 14,2 |
| Dissolution de provisions non requises | -8,4 | -0,5 | -0,7 | -0,4 | -10,1 |
| Utilisation | -4,9 | – | -2,1 | -0,3 | -7,4 |
| Etat au 31.12.2008 | 40,6 | 0,1 | 14,3 | 18,0 | 73,0 |
| Dont à court terme | 27,1 | – | 0,9 | 10,3 | 38,3 |

Provisions

Les provisions du Domaine des EPF (bilan consolidé, élément des lignes I4 + I5) sont réparties par catégorie de risque. Le tableau des provisions présente les détails et l'évolution des provisions des EPF, des établissements de recherche et du Conseil des EPF.

Sous personnel figurent les provisions inscrites au passif pour les vacances des collaborateurs du Domaine des EPF. Les provisions tiennent compte des principaux risques identifiés conformément au catalogue de risque des EPF et des établissements de recherche. On note un léger recul par rapport à l'année précédente.

Prestations promises en interne (fonds propres)

Les prestations promises en interne à des professeurs pour des projets d'enseignement et de recherche, financées par le biais de la contribution financière de la Confédération, sont inscrites au passif du bilan dans le capital affecté du bilan consolidé (lignes 26 à 28).

Les engagements capitalisés provenant des prestations promises en interne (fonds propres) du domaine des EPF totalisent 122,1 millions. Par rapport à 2007, on observe un report des prestations promises pour des nominations ou des projets d'enseignement et de recherche.

Depuis la consolidation des comptes de la Confédération en 2009, les fonds propres sont reclassés du capital affecté vers les capitaux propres.

333 Autres explications

Engagements conditionnels

Engagements conditionnels des EPF et établissements de recherche

EPFZ:

- Il existe des demandes de dommages et intérêts contre l'EPFZ (décisions pendantes dans le cadre de procédures juridiques en cours) (notamment dans le domaine de la construction), dont le risque d'aboutissement est considéré comme très faible.

IPS:

- Lors du démantèlement des accélérateurs, les composants radioactifs devront être éliminés (35,0 mio).

LFEM:

- Garantie en déficit d'un montant de 0,02 million pour la crèche pour enfants.

Affaires pendantes et risques (opérations hors bilan)

Garanties

aucune

Engagements en leasing

Il existe des engagements en leasing ne figurant pas au bilan (leasing opérationnel) pour un montant de 1,2 million (2007: 2,8 mio).

Autres indications

Crédits d'engagement provenant de projets de construction

Les détails des engagements liés à des projets de construction sont présentés dans le tableau sur les crédits d'engagements courants autorisés antérieurement (partie formation et recherche: crédits d'engagement V0046.00, VOI20.00, VOI20.01, VOI21.00, VOI21.01, VOI22.00, VOI22.01, VOI23.00, VOI23.01, voir le tome 2A, ch. 9)

Événements survenus après la date de clôture du bilan

Aucun événement postérieur à la date du bilan et ayant un impact comptable n'est à signaler au sein du domaine des EPF.

Actifs mis en gage

Il n'existe pas d'actifs mis en gage dans les comptes de clôture consolidés du domaine des EPF ni dans ceux des EPF et des établissements de recherche.

Compte de résultats

| CHF | ligne n° | Compte 2008 Domaine des EPF | Compte 2008 Conseil des EPF | Compte 2008 EPFZ | Compte 2008 EPFL |
|--|-------------|-----------------------------------|-----------------------------------|------------------------|------------------------|
| Revenus | 1 | 2 759 501 205 | 24 144 792 | 1 382 313 026 | 738 020 580 |
| <small>(sans résultat financier ni résultat des titres; lignes 39+40) (lignes 2+3+4)</small> | | | | | |
| Contribution financière de la Confédération | 2 | 1 778 439 389 | 23 879 779 | 915 001 118 | 437 663 513 |
| Contribution aux loyers | 3 | 282 419 258 | 207 000 | 157 131 288 | 62 936 605 |
| Revenus de tiers | 4 | 698 642 559 | 58 013 | 310 180 620 | 237 420 462 |
| <small>(lignes 5+6+7+8+9+10)</small> | | | | | |
| Compensations par des fonds secondaires | 5 | 325 153 362 | – | 132 432 812 | 131 647 019 |
| Compensations par des fonds de tiers | 6 | 227 144 555 | – | 108 861 433 | 63 555 065 |
| Recettes ventes/revenus prestations (y c. revenus TI) | 7 | 71 613 836 | 2 160 | 31 949 887 | 14 239 458 |
| Emoluments (finances de cours comprises) | 8 | 29 206 274 | 71 | 20 249 425 | 6 697 382 |
| Recettes provenant de remboursements | 9 | 6 699 416 | – | 4 147 485 | 1 930 874 |
| Revenus différents | 10 | 38 825 117 | 55 782 | 12 539 579 | 19 350 664 |
| Charges | 11 | 2 716 015 000 | 23 023 894 | 1 371 098 504 | 719 890 279 |
| <small>(lignes 12+18+22+27+33+34+35+36+37)</small> | | | | | |
| Charges de personnel | 12 | 1 625 749 972 | 7 157 494 | 801 439 972 | 450 552 260 |
| <small>(lignes 13+14+15+16+17)</small> | | | | | |
| Salaires et traitements | 13 | 1 333 424 363 | 5 626 999 | 650 482 712 | 370 054 023 |
| Assurance sociale | 14 | 79 236 707 | 341 877 | 39 308 357 | 21 847 641 |
| Assurance du personnel | 15 | 127 734 959 | 645 730 | 64 979 808 | 33 952 246 |
| Assurance-maladie et accidents | 16 | 7 575 210 | 28 161 | 3 692 467 | 1 724 806 |
| Autres charges de personnel | 17 | 77 778 734 | 514 727 | 42 976 629 | 22 973 545 |
| Charges de matériel | 18 | 104 139 161 | 61 627 | 47 151 904 | 26 841 385 |
| <small>(lignes 19+20+21)</small> | | | | | |
| Charges de matériel | 19 | 76 858 097 | – | 35 583 891 | 22 813 517 |
| Charges de marchandises | 20 | 47 429 | – | – | – |
| Biens meubles, machines, véhicules | 21 | 27 233 636 | 61 627 | 11 568 013 | 4 027 867 |
| Autres charges de biens et services | 22 | 200 096 285 | 2 737 672 | 97 185 538 | 54 760 442 |
| <small>(lignes 23+24+25+26)</small> | | | | | |
| Informatique et télécommunication | 23 | 67 315 614 | 375 626 | 36 874 440 | 19 051 430 |
| Autres prestations de service, honoraires | 24 | 94 917 768 | 2 301 211 | 40 930 422 | 30 144 892 |
| Autres charges de biens et services | 25 | 38 180 871 | 60 835 | 19 747 734 | 5 540 056 |
| Pertes sur débiteurs | 26 | -317 968 | – | -367 059 | 24 064 |
| Charges d'infrastructure | 27 | 455 308 110 | 718 707 | 252 410 834 | 102 076 988 |
| <small>(lignes 28+29+30+31+32)</small> | | | | | |
| Loyers | 28 | 282 419 258 | 207 000 | 157 131 288 | 62 936 605 |
| Charges de locaux externes | 29 | 26 704 834 | 242 839 | 19 239 780 | 4 892 662 |
| Entretien, réparations, leasing | 30 | 80 983 844 | 114 694 | 45 520 314 | 20 812 730 |
| Eau, énergie, matériel d'exploitation | 31 | 48 397 937 | 8 006 | 21 944 433 | 8 865 732 |
| Charges administratives | 32 | 16 802 237 | 146 168 | 8 575 019 | 4 569 259 |
| Amortissements | 33 | 127 149 076 | 93 361 | 60 339 679 | 26 601 044 |
| Variations des fonds secondaires et des fonds de tiers | 34 | 147 611 126 | – | 70 580 590 | 64 794 862 |
| Variations des engagements internes | 35 | 13 925 085 | – | 21 350 000 | -12 606 132 |
| Variations des provisions | 36 | 3 271 153 | – | -703 692 | 2 074 505 |
| Contributions/charges de transfert | 37 | 38 765 032 | 12 255 033 | 21 343 680 | 4 794 925 |
| Résultat intermédiaire | 38 | 43 486 205 | 1 120 898 | 11 214 522 | 18 130 301 |
| <small>(lignes 1 moins 11)</small> | | | | | |
| Résultat financier | 39 | 16 006 701 | 100 370 | 8 862 651 | 4 266 493 |
| Résultat des titres | 40 | -8 210 979 | – | -8 091 459 | – |
| Résultat total | 41 | 51 281 927 | 1 221 268 | 11 985 715 | 22 396 794 |
| <small>(lignes 38+39+40)</small> | | | | | |

| Compte 2008 IPS | Compte 2008 FNP | Compte 2008 LFEM | Compte 2008 IFAEPE | ligne n° | Compte de résultats CHF |
|-----------------------|-----------------------|------------------------|--------------------------|-------------|--|
| 334 154 469 | 74 267 041 | 137 942 359 | 68 658 938 | 1 | Revenus (sans résultat financier ni résultat des titres; lignes 39+40) (lignes 2+3+4) |
| 223 153 738 | 50 108 904 | 77 827 986 | 50 804 351 | 2 | Contribution financière de la Confédération |
| 37 745 360 | 3 598 576 | 17 174 929 | 3 625 500 | 3 | Contribution aux loyers |
| 73 255 371 | 20 559 561 | 42 939 444 | 14 229 087 | 4 | Revenus de tiers (lignes 5+6+7+8+9+10) |
| 17 986 975 | 13 881 423 | 20 414 665 | 8 790 469 | 5 | Compensations par des fonds secondaires |
| 36 154 327 | 5 158 289 | 8 578 912 | 4 836 529 | 6 | Compensations par des fonds de tiers |
| 12 861 698 | 275 035 | 11 902 962 | 382 636 | 7 | Recettes ventes/revenus prestations (y c. revenus TI) |
| 2 022 519 | 20 051 | 163 926 | 52 900 | 8 | Emoluments (finances de cours comprises) |
| – | – | 621 058 | – | 9 | Recettes provenant de remboursements |
| 4 229 852 | 1 224 764 | 1 257 922 | 166 553 | 10 | Revenus différés |
| 326 257 441 | 74 699 994 | 135 318 214 | 65 726 673 | 11 | Charges (lignes 12+18+22+27+33+34+35+36+37) |
| 181 448 738 | 51 024 661 | 94 628 616 | 39 498 230 | 12 | Charges de personnel (lignes 13+14+15+16+17) |
| 155 669 924 | 42 021 368 | 78 451 450 | 31 117 888 | 13 | Salaires et traitements |
| 8 814 232 | 2 462 072 | 4 639 989 | 1 822 539 | 14 | Assurance sociale |
| 12 870 903 | 4 116 208 | 7 538 360 | 3 631 702 | 15 | Assurance du personnel |
| 1 172 884 | 233 502 | 550 544 | 172 848 | 16 | Assurance-maladie et accidents |
| 2 920 795 | 2 191 511 | 3 448 273 | 2 753 254 | 17 | Autres charges de personnel |
| 17 843 028 | 2 381 131 | 6 166 615 | 3 693 473 | 18 | Charges de matériel (lignes 19+20+21) |
| 9 481 897 | 1 755 559 | 5 261 935 | 1 961 297 | 19 | Charges de matériel |
| – | – | 47 429 | – | 20 | Charges de marchandises |
| 8 361 130 | 625 572 | 857 251 | 1 732 175 | 21 | Biens meubles, machines, véhicules |
| 23 370 554 | 5 729 447 | 9 729 738 | 6 582 893 | 22 | Autres charges de biens et services (lignes 23+24+25+26) |
| 5 978 525 | 1 902 258 | 2 611 442 | 521 892 | 23 | Informatique et télécommunication |
| 6 477 832 | 3 602 385 | 6 774 679 | 4 686 347 | 24 | Autres prestations de service, honoraires |
| 10 914 196 | 250 959 | 292 436 | 1 374 654 | 25 | Autres charges de biens et services |
| – | -26 154 | 51 181 | – | 26 | Pertes sur débiteurs |
| 59 066 546 | 6 396 389 | 28 172 014 | 6 466 633 | 27 | Charges d'infrastructure (lignes 28+29+30+31+32) |
| 37 745 360 | 3 598 576 | 17 174 929 | 3 625 500 | 28 | Loyers |
| 65 227 | 300 304 | 1 331 665 | 632 357 | 29 | Charges de locaux externes |
| 5 973 006 | 1 372 508 | 5 809 377 | 1 381 215 | 30 | Entretien, réparations, leasing |
| 14 495 452 | 616 329 | 2 264 309 | 203 676 | 31 | Eau, énergie, matériel d'exploitation |
| 787 501 | 508 672 | 1 591 734 | 623 885 | 32 | Charges administratives |
| 32 369 561 | 956 016 | 5 473 600 | 1 315 815 | 33 | Amortissements |
| 9 688 455 | 1 172 745 | -1 014 908 | 2 389 383 | 34 | Variations des fonds secondaires et des fonds de tiers |
| – | – | -599 030 | 5 780 247 | 35 | Variations des engagements internes |
| 2 470 560 | 6 668 210 | -7 238 430 | – | 36 | Variations des provisions |
| – | 371 394 | – | – | 37 | Contributions/charges de transfert |
| 7 897 028 | -432 953 | 2 624 145 | 2 932 264 | 38 | Résultat intermédiaire (lignes 1 moins 11) |
| 1 647 025 | 454 046 | 342 620 | 333 495 | 39 | Résultat financier |
| – | -119 520 | – | – | 40 | Résultat des titres |
| 9 544 053 | -98 427 | 2 966 765 | 3 265 759 | 41 | Résultat total (lignes 38+39+40) |

Compte des investissements

| CHF | ligne n° | Compte 2008 Domaine des EPF | Compte 2008 Conseil des EPF | Compte 2008 EPFZ | Compte 2008 EPFL |
|--|-------------|-----------------------------------|-----------------------------------|------------------------|------------------------|
| Total des investissements net (lignes 2+3+4) | 1 | 204 395 072 | – | 73 944 811 | 64 432 542 |
| Immeubles appartenant aux EPF ou aux établissements de recherche (lignes 6 moins 18) | 2 | 278 381 | – | 241 589 | – |
| Biens meubles (équipements d'exploitation compris) (lignes 7 moins 19) | 3 | 176 613 026 | – | 57 380 738 | 57 257 277 |
| Informatique (lignes 8 moins 20) | 4 | 27 503 665 | – | 16 322 484 | 7 175 264 |
| Total des investissements brut (lignes 6+7+8) | 5 | 204 669 090 | – | 74 058 934 | 64 592 437 |
| Immeubles appartenant aux EPF ou aux établissements de recherche (lignes 10+14) | 6 | 278 381 | – | 241 589 | – |
| Biens meubles (équipements d'exploitation compris) (lignes 11+15) | 7 | 176 871 043 | – | 57 494 861 | 57 401 172 |
| Informatique (lignes 12+16) | 8 | 27 519 665 | – | 16 322 484 | 7 191 264 |
| Projets d'un montant supérieur à 10 millions (lignes 10+11+12) | 9 | – | – | – | – |
| Immeubles appartenant aux EPF ou aux établissements de recherche | 10 | – | – | – | – |
| Biens meubles (équipements d'exploitation compris) | 11 | – | – | – | – |
| Informatique | 12 | – | – | – | – |
| Projets d'un montant inférieur à 10 millions (lignes 14+15+16) | 13 | 204 669 090 | – | 74 058 934 | 64 592 437 |
| Immeubles appartenant aux EPF ou aux établissements de recherche | 14 | 278 381 | – | 241 589 | – |
| Biens meubles (équipements d'exploitation compris) | 15 | 176 871 043 | – | 57 494 861 | 57 401 172 |
| Informatique | 16 | 27 519 665 | – | 16 322 484 | 7 191 264 |
| Recettes provenant de ventes (lignes 18+19+20) | 17 | 274 018 | – | 114 123 | 159 895 |
| Immeubles appartenant aux EPF ou aux établissements de recherche | 18 | – | – | – | – |
| Biens meubles (équipements d'exploitation compris) | 19 | 258 018 | – | 114 123 | 143 895 |
| Informatique | 20 | 16 000 | – | – | 16 000 |

| | | | | | Compte des investissements | |
|-------------------|------------------|------------------|------------------|-------------|---|--|
| Compte 2008 | Compte 2008 | Compte 2008 | Compte 2008 | ligne n° | CHF | |
| IPS | FNP | LFEM | IFAEPE | | | |
| 54 818 933 | 1 298 403 | 7 535 210 | 2 365 173 | 1 | Total des investissements net (lignes 2+3+4) | |
| – | 36 792 | – | – | 2 | Immeubles appartenant aux EPF ou aux établissements de recherche (lignes 6 moins 18) | |
| 52 206 974 | 791 530 | 6 928 841 | 2 047 665 | 3 | Biens meubles (équipements d'exploitation compris) (lignes 7 moins 19) | |
| 2 611 959 | 470 081 | 606 369 | 317 508 | 4 | Informatique (lignes 8 moins 20) | |
| 54 818 933 | 1 298 403 | 7 535 210 | 2 365 173 | 5 | Total des investissements brut (lignes 6+7+8) | |
| – | 36 792 | – | – | 6 | Immeubles appartenant aux EPF ou aux établissements de recherche (lignes 10+14) | |
| 52 206 974 | 791 530 | 6 928 841 | 2 047 665 | 7 | Biens meubles (équipements d'exploitation compris) (lignes 11+15) | |
| 2 611 959 | 470 081 | 606 369 | 317 508 | 8 | Informatique (lignes 12+16) | |
| – | – | – | – | 9 | Projets d'un montant supérieur à 10 millions (lignes 10+11+12) | |
| – | – | – | – | 10 | Immeubles appartenant aux EPF ou aux établissements de recherche | |
| – | – | – | – | 11 | Biens meubles (équipements d'exploitation compris) | |
| – | – | – | – | 12 | Informatique | |
| 54 818 933 | 1 298 403 | 7 535 210 | 2 365 173 | 13 | Projets d'un montant inférieur à 10 millions (lignes 14+15+16) | |
| – | 36 792 | – | – | 14 | Immeubles appartenant aux EPF ou aux établissements de recherche | |
| 52 206 974 | 791 530 | 6 928 841 | 2 047 665 | 15 | Biens meubles (équipements d'exploitation compris) | |
| 2 611 959 | 470 081 | 606 369 | 317 508 | 16 | Informatique | |
| – | – | – | – | 17 | Recettes provenant de ventes (lignes 18+19+20) | |
| – | – | – | – | 18 | Immeubles appartenant aux EPF ou aux établissements de recherche | |
| – | – | – | – | 19 | Biens meubles (équipements d'exploitation compris) | |
| – | – | – | – | 20 | Informatique | |

Compte des flux de fonds

| CHF | ligne n° | Compte 2008 Domaine des EPF | Compte 2008 Conseil des EPF | Compte 2008 EPFZ | Compte 2008 EPFL |
|---|-------------|-----------------------------------|-----------------------------------|------------------------|------------------------|
| Flux de fonds provenant des activités courantes (lignes 8+9+10) | 1 | 93 709 936 | -572 979 342 | 355 864 295 | 183 464 176 |
| Résultat total, compte de résultats | 2 | 51 281 927 | 1 221 268 | 11 985 715 | 22 396 794 |
| Amortissements | 3 | 126 556 912 | 93 361 | 59 747 515 | 26 601 044 |
| Variations des provisions | 4 | -3 251 983 | -245 000 | -2 580 000 | 1 506 305 |
| Variations résultant d'entrées/sorties de l'actif immobilisé | 5 | 698 774 | – | 478 041 | -159 895 |
| Variations résultant de réévaluations et de détériorations de valeur | 6 | – | – | – | – |
| Charges/revenus distincts sans effet sur les fonds | 7 | -8 423 652 | – | -1 722 378 | -4 402 026 |
| Cash-flow (lignes 2 à 7) | 8 | 166 861 976 | 1 069 629 | 67 908 893 | 45 942 222 |
| Augmentation/diminution de l'actif circulant net | 9 | -237 922 897 | -574 048 971 | 194 302 434 | 85 343 334 |
| Augmentation/diminution du capital affecté | 10 | 164 770 857 | – | 93 652 968 | 52 178 620 |
| Flux de fonds provenant des activités d'investissement (lignes 12 + 17) | 11 | -270 355 973 | – | -103 737 509 | -100 600 745 |
| Immobilisations corporelles (lignes 13 à 16) | 12 | -204 395 072 | – | -73 944 811 | -64 432 542 |
| Investissements en immeubles (propriété EPF/établissements de recherche) | 13 | -278 381 | – | -241 589 | – |
| Investissements, biens meubles (équipements d'exploitation compris) | 14 | -176 871 043 | – | -57 494 861 | -57 401 172 |
| Investissements, informatique | 15 | -27 519 665 | – | -16 322 484 | -7 191 264 |
| Désinvestissements, immobilisations corporelles | 16 | 274 018 | – | 114 123 | 159 895 |
| Placements financiers (lignes 18 à 22) | 17 | -65 960 901 | – | -29 792 698 | -36 168 203 |
| Investissements, participations | 18 | 100 000 | – | 100 000 | – |
| Investissements en immeubles (cofinancements par de fonds de tiers) | 19 | -59 728 203 | – | -23 560 000 | -36 168 203 |
| Investissements, immobilisations incorporelles | 20 | – | – | – | – |
| Investissements, placements financiers (à long terme) | 21 | -6 462 300 | – | -6 462 300 | – |
| Désinvestissements, placements financiers | 22 | 129 603 | – | 129 603 | – |
| Cash-flow libre (lignes 1 moins 11) | 23 | -176 646 037 | -572 979 342 | 252 126 786 | 82 863 431 |
| Flux de fonds provenant des activités de financement (lignes 25 à 27) | 24 | -1 000 000 | – | – | – |
| Engagements financiers à long terme envers la Confédération | 25 | – | – | – | – |
| Engagements financiers à long terme envers des tiers | 26 | -1 000 000 | – | – | – |
| Engagements financiers distincts à long terme | 27 | – | – | – | – |
| Variations du fonds des liquidités (lignes 30 moins 29) | 28 | -177 646 037 | -572 979 342 | 252 126 786 | 82 863 431 |
| Etat des liquidités le 1.1. | 29 | 840 501 164 | 578 162 432 | 144 741 595 | 69 687 694 |
| Etat des liquidités le 31.12. | 30 | 662 855 127 | 5 183 090 | 396 868 381 | 152 551 125 |

| Compte 2008 IPS | Compte 2008 FNP | Compte 2008 LFEM | Compte 2008 IFAEPE | ligne n° | Compte des flux de fonds CHF |
|-----------------------|-----------------------|------------------------|--------------------------|-------------|---|
| 77 937 334 | 8 208 179 | 19 841 099 | 21 374 196 | 1 | Flux de fonds provenant des activités courantes (lignes 8+9+10) |
| 9 544 053 | -98 427 | 2 966 765 | 3 265 759 | 2 | Résultat total, compte de résultats |
| 32 369 561 | 956 016 | 5 473 600 | 1 315 815 | 3 | Amortissements |
| -3 014 243 | 111 000 | 924 409 | 45 546 | 4 | Variations des provisions |
| 226 708 | – | 108 612 | 45 307 | 5 | Variations résultant d'entrées/sorties de l'actif immobilisé |
| – | – | – | – | 6 | Variations résultant de réévaluations et de détériorations de valeur |
| – | 4 776 710 | -7 393 839 | 317 880 | 7 | Charges/revenus distincts sans effet sur les fonds |
| 39 126 079 | 5 745 299 | 2 079 547 | 4 990 307 | 8 | Cash-flow (lignes 2 à 7) |
| 29 122 800 | -550 124 | 19 375 490 | 8 532 140 | 9 | Augmentation/diminution de l'actif circulant net |
| 9 688 455 | 3 013 003 | -1 613 938 | 7 851 750 | 10 | Augmentation/diminution du capital affecté |
| -54 818 933 | -1 298 403 | -7 535 210 | -2 365 173 | 11 | Flux de fonds provenant des activités d'investissement (lignes 12 + 17) |
| -54 818 933 | -1 298 403 | -7 535 210 | -2 365 173 | 12 | Immobilisations corporelles (lignes 13 à 16) |
| – | -36 792 | – | – | 13 | Investissements en immeubles (propriété EPF/établissements de recherche) |
| -52 206 974 | -791 530 | -6 928 841 | -2 047 665 | 14 | Investissements, biens meubles (équipements d'exploitation compris) |
| -2 611 959 | -470 081 | -606 369 | -317 508 | 15 | Investissements, informatique |
| – | – | – | – | 16 | Désinvestissements, immobilisations corporelles |
| – | – | – | – | 17 | Placements financiers (lignes 18 à 22) |
| – | – | – | – | 18 | Investissements, participations |
| – | – | – | – | 19 | Investissements en immeubles (cofinancements par de fonds de tiers) |
| – | – | – | – | 20 | Investissements, immobilisations incorporelles |
| – | – | – | – | 21 | Investissements, placements financiers (à long terme) |
| – | – | – | – | 22 | Désinvestissements, placements financiers |
| 23 118 401 | 6 909 776 | 12 305 889 | 19 009 023 | 23 | Cash-flow libre (lignes 1 moins 11) |
| -1 000 000 | – | – | – | 24 | Flux de fonds provenant des activités de financement (lignes 25 à 27) |
| – | – | – | – | 25 | Engagements financiers à long terme envers la Confédération |
| -1 000 000 | – | – | – | 26 | Engagements financiers à long terme envers des tiers |
| – | – | – | – | 27 | Engagements financiers distincts à long terme |
| 22 118 401 | 6 909 776 | 12 305 889 | 19 009 022 | 28 | Variations du fonds des liquidités (lignes 30 moins 29) |
| 12 299 634 | 26 662 118 | 5 015 413 | 3 932 278 | 29 | Etat des liquidités le 1.1. |
| 34 418 035 | 33 571 894 | 17 321 302 | 22 941 300 | 30 | Etat des liquidités le 31.12. |

| Bilan | ligne n° | Bilan 2008 | | Bilan 2008 | | Bilan 2008 | |
|--|-------------|----------------------|------------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--|
| | | Domaine des EPF | Quote- part en % | Conseil des EPF | EPFZ | EPFL | |
| CHF | | | | | | | |
| Actif (lignes 2+8) | 1 | 2 083 837 416 | 100,0 | 315 211 636 | 866 249 174 | 438 392 616 | |
| Actif circulant (lignes 3 à 7) | 2 | 1 396 223 531 | 67,0 | 315 097 979 | 581 358 724 | 247 921 293 | |
| Liquidités et placements à court terme | 3 | 662 855 127 | | 5 183 090 | 396 868 381 | 152 551 125 | |
| Créances | 4 | 671 172 466 | | 309 910 710 | 169 505 504 | 86 401 496 | |
| Placements financiers à court terme | 5 | 30 000 000 | | – | – | – | |
| Stocks | 6 | 12 879 382 | | – | 8 562 611 | 2 088 208 | |
| Comptes de régularisation actifs | 7 | 19 316 556 | | 4 178 | 6 422 228 | 6 880 464 | |
| Actif immobilisé (lignes 9 à 11) | 8 | 687 613 886 | 33,0 | 113 657 | 284 890 450 | 190 471 323 | |
| Immobilisations corporelles | 9 | 567 916 958 | | 113 657 | 220 963 855 | 134 835 990 | |
| Placements financiers | 10 | 119 696 927 | | – | 63 926 595 | 55 635 333 | |
| Immobilisations incorporelles | 11 | – | | – | – | – | |
| Passif (lignes 13+16+30) | 12 | 2 083 837 416 | 100,0 | 315 211 636 | 866 249 174 | 438 392 615 | |
| Capitaux de tiers (lignes 14+15) | 13 | 550 386 922 | 26,4 | 294 520 126 | 84 527 271 | 65 334 904 | |
| Capitaux de tiers à court terme | 14 | 503 586 867 | 24,2 | 294 120 126 | 70 607 271 | 55 886 349 | |
| Engagements financiers courants | | 407 625 254 | | 292 901 816 | 33 075 447 | 37 602 023 | |
| Engagements distincts | | 26 063 885 | | 115 328 | 10 991 132 | 8 921 148 | |
| Comptes de régularisation passifs | | 31 691 314 | | 667 982 | 16 640 691 | 9 083 178 | |
| Provisions | | 38 206 414 | | 435 000 | 9 900 000 | 280 000 | |
| Capitaux de tiers à long terme | 15 | 46 800 055 | 2,2 | 400 000 | 13 920 000 | 9 448 555 | |
| Engagements financiers | | 12 000 000 | | – | – | – | |
| Engagements distincts | | – | | – | – | – | |
| Provisions | | 34 800 055 | | 400 000 | 13 920 000 | 9 448 555 | |
| Capital affecté (lignes 17+26+29) | 16 | 918 910 639 | 44,1 | – | 552 503 662 | 238 445 947 | |
| Fonds secondaires et fonds de tiers (lignes 18+22) | 17 | 702 865 352 | 33,7 | – | 420 993 662 | 169 018 863 | |
| Fonds secondaires | 18 | 212 037 216 | 10,2 | – | 85 287 373 | 82 031 526 | |
| Encouragement de la recherche | 19 | 112 431 592 | | – | 50 019 787 | 52 110 280 | |
| Recherche du secteur public | 20 | 72 164 462 | | – | 33 108 329 | 10 065 252 | |
| Programmes de recherche européens | 21 | 27 441 162 | | – | 2 159 257 | 19 855 993 | |
| Fonds de tiers | 22 | 490 828 135 | 23,6 | – | 335 706 289 | 86 987 337 | |
| Recherche axée sur l'économie | 23 | 322 177 887 | | – | 207 827 440 | 52 002 570 | |
| Fonds spéciaux (dons et legs entre autres) | 24 | 127 769 465 | | – | 125 914 375 | – | |
| Autres fonds de tiers (cantons et communes compris) | 25 | 40 880 783 | | – | 1 964 474 | 34 984 767 | |
| Fonds propres (engagements internes) (lignes 27 à 28) | 26 | 122 099 955 | 5,9 | – | 92 950 000 | 14 041 752 | |
| vis-à-vis de professeurs nommés | 27 | 49 885 091 | | – | 36 979 360 | 12 905 731 | |
| Projets d'enseignement et de recherche | 28 | 72 214 863 | | – | 55 970 640 | 1 136 021 | |
| Fonds propres à l'immobilier de la Confédération (cofinancement) | 29 | 93 945 333 | 4,5 | – | 38 560 000 | 55 385 333 | |
| Capital propre (lignes 31 à 34) | 30 | 614 539 856 | 29,5 | 20 691 509 | 229 218 242 | 134 611 764 | |
| Réserves provenant du solde reporté | 31 | 457 433 527 | | 310 837 | 171 054 344 | 134 696 952 | |
| Réserves, contribution financière de la Conf. | 32 | 49 569 925 | | 20 380 672 | – | – | |
| Réserves libres | 33 | 29 856 611 | | – | 7 255 585 | 18 212 | |
| Capital et autres réserves | 34 | 77 679 793 | | – | 50 908 313 | -103 400 | |

| | | | | | Bilan | |
|--------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------|--|--|
| Bilan 2008 | Bilan 2008 | Bilan 2008 | Bilan 2008 | ligne n° | | |
| IPS | FNP | LFEM | IFAPE | | CHF | |
| 274 625 921 | 39 703 830 | 99 591 154 | 50 063 087 | 1 | Actif (lignes 2+8) | |
| 101 904 039 | 36 263 836 | 72 597 792 | 41 079 868 | 2 | Actif circulant (lignes 3 à 7) | |
| 34 418 035 | 33 571 894 | 17 321 302 | 22 941 300 | 3 | Liquidités et placements à court terme | |
| 33 486 969 | 2 240 017 | 51 534 112 | 18 093 659 | 4 | Créances | |
| 30 000 000 | – | – | – | 5 | Placements financiers à court terme | |
| 2 228 563 | – | – | – | 6 | Stocks | |
| 1 770 472 | 451 925 | 3 742 378 | 44 910 | 7 | Comptes de régularisation actifs | |
| 172 721 882 | 3 439 994 | 26 993 362 | 8 983 218 | 8 | Actif immobilisé (lignes 9 à 11) | |
| 172 586 882 | 3 439 994 | 26 993 362 | 8 983 218 | 9 | Immobilisations corporelles | |
| 135 000 | – | – | – | 10 | Placements financiers | |
| – | – | – | – | 11 | Immobilisations incorporelles | |
| 274 625 921 | 39 703 830 | 99 591 154 | 50 063 087 | 12 | Passif (lignes 13+16+30) | |
| 58 401 144 | 10 856 368 | 33 061 978 | 3 685 131 | 13 | Capitaux de tiers (lignes 14+15) | |
| 44 901 144 | 1 693 368 | 32 693 478 | 3 685 131 | 14 | Capitaux de tiers à court terme | |
| 18 757 176 | 1 404 143 | 22 717 561 | 1 167 086 | | Engagements financiers courants | |
| 4 354 140 | 237 918 | 1 022 753 | 421 467 | | Engagements distincts | |
| 2 259 749 | 51 307 | 2 537 104 | 451 302 | | Comptes de régularisation passifs | |
| 19 530 078 | – | 6 416 060 | 1 645 276 | | Provisions | |
| 13 500 000 | 9 163 000 | 368 500 | – | 15 | Capitaux de tiers à long terme | |
| 12 000 000 | – | – | – | | Engagements financiers | |
| – | – | – | – | | Engagements distincts | |
| 1 500 000 | 9 163 000 | 368 500 | – | | Provisions | |
| 55 952 631 | 17 973 265 | 33 848 365 | 20 186 770 | 16 | Capital affecté (lignes 17+26+29) | |
| 55 952 631 | 14 700 809 | 27 792 865 | 14 406 522 | 17 | Fonds secondaires et fonds de tiers (lignes 18+22) | |
| 16 130 187 | 8 915 674 | 12 341 129 | 7 331 328 | 18 | Fonds secondaires | |
| 2 505 273 | 892 959 | 4 573 700 | 2 329 593 | 19 | Encouragement de la recherche | |
| 8 574 686 | 7 646 204 | 7 785 802 | 4 984 189 | 20 | Recherche du secteur public | |
| 5 050 228 | 376 511 | -18 374 | 17 546 | 21 | Programmes de recherche européens | |
| 39 822 443 | 5 785 135 | 15 451 737 | 7 075 195 | 22 | Fonds de tiers | |
| 39 822 443 | 2 718 490 | 14 366 404 | 5 440 540 | 23 | Recherche axée sur l'économie | |
| – | 859 158 | 995 932 | – | 24 | Fonds spéciaux (dons et legs entre autres) | |
| – | 2 207 487 | 89 401 | 1 634 654 | 25 | Autres fonds de tiers (cantons et communes compris) | |
| – | 3 272 455 | 6 055 500 | 5 780 247 | 26 | Fonds propres (engagements internes) (lignes 27 à 28) | |
| – | – | – | – | 27 | vis-à-vis de professeurs nommés | |
| – | 3 272 455 | 6 055 500 | 5 780 247 | 28 | Projets d'enseignement et de recherche | |
| – | – | – | – | 29 | Fonds propres à l'immobilier de la Confédération (cofinancement) | |
| 160 272 146 | 10 874 197 | 32 680 810 | 26 191 186 | 30 | Capital propre (lignes 31 à 34) | |
| 145 237 298 | -98 427 | 2 966 765 | 3 265 758 | 31 | Réserves provenant du solde reporté | |
| – | 8 070 058 | 4 809 734 | 16 309 462 | 32 | Réserves, contribution financière de la Conf. | |
| 15 034 849 | 3 073 800 | 878 752 | 3 595 413 | 33 | Réserves libres | |
| – | -171 234 | 24 025 559 | 3 020 554 | 34 | Capital et autres réserves | |

Projet

Arrêté fédéral IV concernant les comptes 2008 du domaine des écoles polytechniques fédérales (domaine des EPF)

du # juin 2009

L'Assemblée fédérale de la Confédération suisse,
vu l'article 35 de la loi fédérale du 4 octobre 1991 sur les écoles polytechniques fédérales (loi sur les EPF)¹,
vu le message du Conseil fédéral du # avril 2009²,

arrête:

Art. 1

Les comptes du domaine des écoles polytechniques fédérales pour l'exercice 2008 sont approuvés comme suit:

¹ le compte de résultats consolidé présente des revenus de 2 759 340 502 francs et des charges de 2 708 348 632 francs, soit un excédent de revenus de 50 991 870 francs;

² le compte des investissements présente des investissements bruts pour les biens meubles (équipements d'exploitation compris) et pour l'informatique d'un montant de 204 379 032 francs;

³ le compte des flux de fonds présente une réduction du fonds des liquidités de 177 646 037 francs;

⁴ le bilan au 31 décembre 2008 présente un total consolidé de 1 788 847 712 francs.

Art. 2

Conformément à l'art. 10 de l'ordonnance du Conseil des EPF du 5 février 2004 sur la comptabilité du domaine des EPF³, la réserve inscrite au bilan, provenant de la contribution financière de la Confédération, une réduction de 1 948 649 francs.

Art. 3

Le présent arrêté fédéral n'est pas soumis au référendum.

¹RS 414.110

²Non publié dans la FF

³RS 414.123

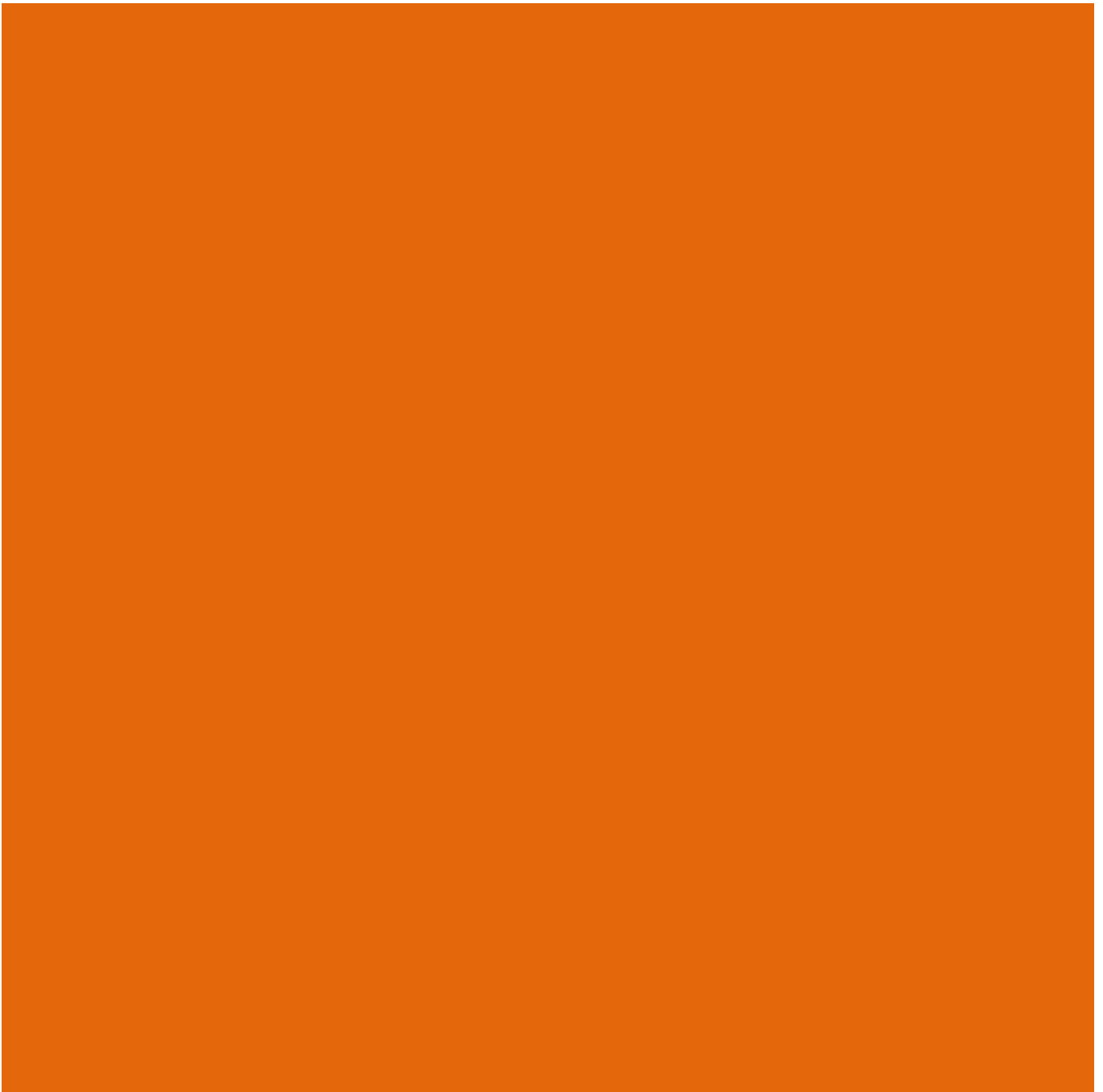


Table des matières

| | Page |
|--|-----------|
| 4 Régie fédérale des alcools | 61 |
| Compte de la Régie fédérale des alcools pour l'année 2008 | 61 |
| Caractéristiques de la RFA | 61 |
| Compte et bilan de la RFA | 61 |
| Remarques concernant le compte de résultats | 62 |
| Personnel et organisation | 62 |
| Vente d'éthanol | 62 |
| Compte du centre de profit Alcosuisse | 62 |
| Répartition du bénéfice net | 63 |
| Part des cantons au bénéfice net de la RFA réalisé en 2008 | 63 |
| Investissements et actif immobilisé | 64 |
| Bilan de la RFA | 64 |
| Annexe au bilan | 64 |
| Révision du compte | 65 |
| Arrêté fédéral V (projet) | 66 |

Compte de la Régie fédérale des alcools pour l'année 2008

Les recettes de la Régie fédérale des alcools (RFA) provenant de l'impôt sur l'alcool s'élèvent à 285,5 millions de francs (recettes nettes après déduction des remboursements). Ce montant dépasse de 10,4 millions celui de l'année 2007 et de 22,4 millions celui du budget 2008.

Les charges totales sont inférieures aux prévisions budgétaires et aux charges totales de l'année précédente (- 1,1 mio). Cette diminution s'explique notamment par la suppression de postes et le fait que certains postes ont été repourvus à dessein plus tard que prévu initialement. Lors du passage du régime de la primauté des prestations au régime de la primauté des cotisations, de nombreux collaborateurs ont fait usage de leur droit à prendre une retraite anticipée.

Compte et bilan de la RFA

Compte de résultats

| CHF | Compte 2007 | Budget 2008 | Compte 2008 |
|--|--------------------|--------------------|--------------------|
| Total des charges | 30 072 252 | 30 500 000 | 28 935 999 |
| 4 Charges de personnel | 21 255 826 | 20 680 000 | 20 120 129 |
| 40 Rétribution du personnel | 17 200 934 | 17 050 000 | 16 653 445 |
| 41 Cotisations aux assurances sociales | 999 108 | 994 000 | 974 303 |
| 42 Cotisations aux assurances du personnel | 2 242 623 | 1 573 000 | 1 711 585 |
| 43 Cotisations à l'assurance-maladie et accidents | 111 858 | 108 000 | 105 695 |
| 45 Recrutement du personnel | 5 286 | 10 000 | 2 480 |
| 46 Formation et perfectionnement | 131 572 | 210 000 | 121 246 |
| 47 Remboursement des frais | 536 001 | 690 000 | 520 015 |
| 48 Autres charges de personnel | 28 444 | 35 000 | 31 360 |
| 49 Personnel auxiliaire | - | 10 000 | - |
| 5 Charges de biens et services distinctes | 7 011 731 | 7 325 000 | 7 057 938 |
| 51 Entretien, réparations, remplacements, leasing | 1 361 203 | 1 344 000 | 1 404 291 |
| 52 Eau, énergie, matériel d'exploitation | 253 020 | 300 000 | 261 721 |
| 53 Charges administratives | 603 740 | 840 000 | 683 962 |
| 54 Charges informatiques | 749 346 | 1 055 000 | 921 487 |
| 55 Prestations de service distinctes et honoraires | 228 891 | 305 000 | 368 285 |
| 56 Autres charges de biens et services | 407 934 | 590 000 | 494 560 |
| 57 Pertes sur débiteurs | 212 184 | 25 000 | - 32 183 |
| 59 Amortissements relevant du droit commercial | 3 195 413 | 2 866 000 | 2 955 815 |
| 6 Prévention de l'alcoolisme (art. 43a Lalc) | 1 804 695 | 2 495 000 | 1 757 932 |
| Total des revenus | 291 060 751 | 278 100 000 | 302 099 688 |
| 7 Revenus | 291 269 085 | 278 510 000 | 301 937 977 |
| 70 Vente d'éthanol et d'eau-de-vie de fruits à pépins | 53 492 636 | 49 900 000 | 53 912 922 |
| 30 Charges de marchandises (éthanol et eau-de-vie de fruits à pépins) | -43 506 631 | -39 400 000 | -43 306 363 |
| 71 Emoluments | 654 247 | 720 000 | 609 817 |
| 72 Remboursements | -4 202 941 | -4 445 000 | -4 834 540 |
| 73 Frais de transport à la vente | -2 236 923 | -1 930 000 | -2 361 653 |
| 74 Autres compensations | 460 017 | 420 000 | 386 703 |
| 75 Revenus des actifs | 5 739 991 | 5 495 000 | 6 624 856 |
| 76 Recettes fiscales | 279 265 796 | 267 500 000 | 290 367 089 |
| 77 Vente et location de récipients pour le transport de l'alcool | 573 032 | 50 000 | 4 387 577 |
| 79 Autres revenus | 1 029 861 | 200 000 | -3 848 431 |
| 8 Résultat hors exploitation | - 208 334 | - 410 000 | 161 711 |
| 80 Résultat hors exploitation | - 507 880 | - 700 000 | - 175 713 |
| 82 Résultat immobilier | 299 546 | 290 000 | 337 424 |
| Bénéfice net | 260 988 499 | 247 600 000 | 273 163 689 |

Le bénéfice net pour l'exercice 2008 s'élève à 273,2 millions de francs. Cela représente une augmentation d'environ 25,6 millions par rapport au montant budgétisé et de 12,2 millions par rapport au bénéfice net réalisé en 2007.

Caractéristiques de la RFA

La RFA est une unité administrative décentralisée de la Confédération, rattachée au Département fédéral des finances. Elle est chargée de l'application de la législation en matière d'alcool. En sa qualité d'autorité fiscale, elle contrôle tous les produits soumis à la loi sur l'alcool, à savoir tous les spiritueux, les vins doux, les vermouths, l'éthanol à haut degré, les produits de consommation qui en contiennent, les arômes, etc. Les produits fermentés classiques, tels que le vin ou la bière, ne sont pas soumis à la loi sur l'alcool.

En vertu de l'art. 105 de la Constitution fédérale, la Confédération tient compte en particulier des effets nocifs de la consommation d'alcool.

Remarques concernant le compte de résultats

- ad 57: Pertes sur débiteurs
Le ducroire a pu être réduit de 80 000 francs. Le montant correspondant a été déduit dans le groupe de comptes 57 «Pertes sur débiteurs».
- ad 6: Prévention de l'alcoolisme
Le montant budgétisé pour la prévention de l'alcoolisme n'a pas été entièrement utilisé. Une somme de un million avait été prévue pour financer le Programme National Alcool. Etant donné que l'introduction de ce dernier a été retardée, seul un petit nombre de demandes ont été déposées et un nombre de projets moins important que prévu ont été lancés.
- ad 73: Frais de transport à la vente
A partir de l'exercice 2008, les frais de transport à la vente sont comptabilisés dans le groupe de comptes «Frais de transport à la vente». Jusqu'en 2007, ces coûts étaient enregistrés dans le groupe de comptes 56 «Autres charges de biens et services/frais de transport à la vente». Le compte de 2007 a été modifié en conséquence.
- ad 77: Vente et location de récipients pour le transport de l'alcool
En 2008, les recettes issues de la vente et de la location de récipients pour le transport de l'alcool sont pour la première fois entièrement enregistrées sous 77 «Vente et location de récipients pour le transport de l'alcool».
- ad 79: Autres revenus
Dorénavant les différences de stock provenant des fermetures de réservoir, les variations des prix de référence et les préparations à base d'éthanol sont comptabilisées dans le groupe de comptes 79 «Autres revenus». Une réserve de 5,8 millions a été constituée afin d'assurer des travaux d'entretien et des investissements à long terme d'Alcosuisse.

Personnel et organisation

En 2008, l'effectif de la RFA s'élevait à 158 postes permanents, soit 6,3 de moins que l'année précédente. Ce chiffre comprend les préposés des offices de surveillance des distilleries employés à titre accessoire. Outre le personnel de l'administration centrale de Berne, la RFA emploie des personnes au Service extérieur et dans les exploitations du centre de profit Alcosuisse, sises à Delémont (JU) et à Schachen (LU). De plus, elle forme neuf apprentis de commerce. Tous les collaborateurs de la RFA sont soumis à la loi sur le personnel de la Confédération et assurés auprès de PUBLICA.

Vente d'éthanol

Alcosuisse, centre de profit de la RFA, importe et vend de l'éthanol à haut degré utilisé à des fins industrielles. Il est géré selon les principes de l'économie d'entreprise: définition des objectifs, mandat de prestations et enveloppe budgétaire lui confèrent l'autonomie nécessaire pour s'affirmer sur le marché de l'éthanol. En 2008, 482 000 hectolitres d'éthanol ont été écoulés sur le marché suisse. En raison de la situation conjoncturelle favorable, cette valeur est supérieure aux prévisions budgétaires. Les besoins en éthanol utilisé comme carburant restent faibles en Suisse. La consommation de ce produit a toutefois augmenté de 60 % par rapport à l'année précédente, passant ainsi à quelque 4 millions de litres.

Dans le système comptable de la RFA, un compte séparé est tenu pour Alcosuisse. Le résultat pour l'exercice 2008 présente un excédent de 2 millions, qui sert à couvrir les coûts internes et la rémunération de l'actif immobilisé.

Compte du centre de profit Alcosuisse

| CHF | Compte 2007 | Budget 2008 | Compte 2008 | |
|-----|--|-------------------|-------------------|-------------------|
| 7 | Vente d'éthanol et d'eau-de-vie de fruits à pépins | 53 492 636 | 49 900 000 | 53 912 922 |
| | Autre résultat (analyses, prestations de service) | 453 661 | 447 000 | -3 979 293 |
| | Vente et location de récipients pour le transport de l'alcool | 573 032 | 50 000 | 4 387 577 |
| | Frais de transport à la vente | -2 236 923 | -1 930 000 | -2 361 653 |
| | Total des recettes | 52 282 406 | 48 467 000 | 51 959 553 |
| 3 | Charges de marchandises (éthanol et eau-de-vie de fruits à pépins) | 43 506 631 | 39 400 000 | 43 306 363 |
| | Recettes nettes | 8 775 775 | 9 067 000 | 8 653 190 |
| 4 | Salaires et prestations sociales | 3 305 991 | 3 182 000 | 3 438 793 |
| 5 | Entretien bâtiments/équipements/véhicules | 1 038 549 | 1 042 000 | 1 204 219 |
| | Eau/énergie/moyens d'exploitation | 146 429 | 172 000 | 145 697 |
| | Coûts administratifs | 72 496 | 98 000 | 68 190 |
| | Autres charges de biens et services | 116 770 | 60 000 | 75 009 |
| | Amortissements | 1 938 009 | 1 678 000 | 1 761 640 |
| | Charges | 6 618 244 | 6 232 000 | 6 693 548 |
| | Résultat | 2 157 531 | 2 835 000 | 1 959 642 |

Répartition du bénéfice net

En vertu de l'art. 131 de la Constitution fédérale, le bénéfice net de l'impôt sur les boissons distillées est versé à raison de 90 % à la Confédération au profit de l'AVS et de l'AI et à raison de 10 % aux cantons. Cela représente une somme totale de 27 316 369 francs. Les bénéficiaires utilisent ces fonds pour combattre les causes et les effets de l'abus de substances engendrant la dépendance. Les

art. 42 et 46 de la loi sur l'alcool ont été abrogés suite à l'entrée en vigueur de la loi fédérale du 21 décembre 2007 sur la suppression et la simplification des procédures d'autorisation. Ainsi, les cantons ne reçoivent plus leur part aux recettes provenant des autorisations fédérales pour le commerce de détail. Le dernier versement a été effectué en même temps que celui de la part au bénéfice net de l'année 2007.

Parts

| | en % | 2008 CHF |
|---------------|------|-------------|
| Confédération | 90 | 245 847 320 |
| Cantons | 10 | 27 316 369 |
| | 100 | 273 163 689 |

Part des cantons au bénéfice net de la RFA réalisé en 2008

| Cantons | Population | Part au bénéfice net (art. 44 de la loi sur l'alcool) |
|--------------------|------------------|--|
| CHF | | |
| Zurich | 1 247 906 | 4 677 307 |
| Berne | 957 197 | 3 587 694 |
| Lucerne | 350 504 | 1 313 733 |
| Uri | 34 777 | 130 349 |
| Schwyz | 128 704 | 482 399 |
| Obwald | 32 427 | 121 540 |
| Nidwald | 37 235 | 139 561 |
| Glaris | 38 183 | 143 115 |
| Zoug | 100 052 | 375 007 |
| Fribourg | 241 706 | 905 944 |
| Soleure | 244 341 | 915 820 |
| Bâle-Ville | 188 079 | 704 944 |
| Bâle-Campagne | 259 374 | 972 166 |
| Schaffhouse | 73 392 | 275 082 |
| Appenzell Rh.-Ext. | 53 504 | 200 540 |
| Appenzell Rh.-Int. | 14 618 | 54 790 |
| Saint-Gall | 452 837 | 1 697 289 |
| Grisons | 187 058 | 701 117 |
| Argovie | 547 493 | 2 052 072 |
| Thurgovie | 228 875 | 857 852 |
| Tessin | 306 846 | 1 150 097 |
| Vaud | 640 657 | 2 401 262 |
| Valais | 272 399 | 1 020 985 |
| Neuchâtel | 167 949 | 629 494 |
| Genève | 413 673 | 1 550 498 |
| Jura | 68 224 | 255 712 |
| Total | 7 288 010 | 27 316 369 |

Investissements et actif immobilisé

La RFA tient un compte des investissements dans lequel sont inscrites les dépenses de plus-value pour les constructions, équipements d'exploitation, véhicules et récipients de transport pour l'alcool. Les investissements sont portés à ce compte à leur valeur d'acquisition, puis amortis dans le compte de résultats selon les principes de l'économie d'entreprise.

Le budget prévoyait des investissements d'un montant total de 2,1 millions, alors que les dépenses effectives ont atteint seulement 1,5 million. Les amortissements de l'ensemble des investissements inscrits au compte de résultats s'élèvent à 3 millions (voir poste 59 dans le compte de résultats).

Bilan de la RFA

| CHF | 31.12.2007 | 31.12.2008 |
|--|--------------------|--------------------|
| Actif | | |
| Actif circulant | 360 088 055 | 381 486 064 |
| Liquidités | 16 587 887 | 44 825 448 |
| Compte courant de la Confédération | 283 382 877 | 288 167 580 |
| Créances envers des tiers | 41 065 512 | 30 088 048 |
| Prêts | 33 064 | 3 726 |
| Actif transitoire | 3 797 834 | 5 708 316 |
| Stocks | 15 220 881 | 12 692 946 |
| Actif immobilisé | 17 081 574 | 15 668 749 |
| Biens d'investissement | 16 981 574 | 15 568 749 |
| Participations à Alcosuisse SA | 100 000 | 100 000 |
| Total du bilan | 377 169 629 | 397 154 813 |
| Passif | | |
| Capitaux de tiers | 6 343 828 | 14 153 822 |
| Engagements courants | 3 622 919 | 6 009 704 |
| Passif transitoire | 842 989 | 775 232 |
| Provisions | 1 877 920 | 7 368 886 |
| Capital propre | 109 837 302 | 109 837 302 |
| (fonds d'exploitation de la RFA) | | |
| Bénéfice net | 260 988 499 | 273 163 689 |
| - Part de la Confédération au bénéfice net | 234 889 649 | 245 847 320 |
| - Part des cantons au bénéfice net | 26 098 850 | 27 316 369 |
| Total du bilan | 377 169 629 | 397 154 813 |

Annexe au bilan

- Liquidités**
 Les liquidités, compte courant de la Confédération compris, enregistrent en 2008 une hausse de 33 millions liée à l'augmentation du bénéfice net et des provisions d'une part, et à la diminution des créances et des stocks d'autre part.
- Créances envers des tiers**
 Les créances envers la Confédération (CFC, AFD, AFC) s'élèvent à 2,9 millions et les réévaluations à 0,7 million.
- Stocks**
 Une réserve de 1,5 million de francs a été constituée afin de couvrir des pertes dans les entrepôts d'éthanol.
- Participations à Alcosuisse SA**
 La fondation d'Alcosuisse SA a permis de protéger le nom du centre de profit Alcosuisse. Alcosuisse SA est une SA sans activité. C'est le centre de profit Alcosuisse qui exerce une activité commerciale.
- Engagements courants**
 Les engagements envers la Confédération (AFD, OFCL, swisstopo) se montent à 2,7 millions, alors que la dette envers la Caisse fédérale de pensions PUBLICA est de 0,3 million. Enfin, les engagements envers les CFF, Swisscom et La Poste s'élèvent à 0,1 million.
- Provisions**
 Une réserve de 5,8 millions de francs a été constituée afin d'assurer des travaux d'entretien et des investissements à

long terme d'Alcosuisse. La provision constituée pour les soldes de vacances et d'heures supplémentaires du personnel de la RFA a pu être abaissée au 31.12.2008 de 0,6 million à 0,5 million. La provision constituée pour couvrir le risque lié aux redevances fiscales en suspens dans le cas des entrepôts fiscaux se monte à 0,7 million, comme en 2007. Un montant de 0,2 million est inscrit au fonds de pension de deux anciens employés du service de nettoyage qui n'étaient pas assurés auprès de PUBLICA.

- Sûretés fournies par des tiers:
Les sûretés (cautionnements, garanties bancaires, cautions en liquidités, titres ou bonifications) fournies pour couvrir les redevances fiscales en suspens dans le cas des entrepôts fiscaux et des entrepôts sous scellés s'élèvent à 72,6 millions.

- Valeurs d'assurance

La valeur d'assurance de l'ensemble des bâtiments de la Régie fédérale des alcools est de 59,3 millions. La distillerie mobile destinée à la formation est assurée à hauteur de 0,1 million.

Révision du compte

Le Contrôle fédéral des finances a révisé le compte 2008 et en recommande l'approbation.

Projet

Arrêté fédéral V concernant le compte de la Régie fédérale des alcools pour l'année 2008

du # juin 2009

L'Assemblée fédérale de la Confédération suisse,
vu l'art. 71 de la loi fédérale du 21 juin 1932 sur l'alcool¹,
vu le message du Conseil fédéral du # mars 2009²,

arrête:

Art. 1

Le compte de la Régie fédérale des alcools pour l'exercice allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2008 est approuvé.

Le bénéfice net de 273 163 689 francs est réparti comme suit:

- Part de la Confédération pour
l'AVS/AI 245 847 320 francs
- Part des cantons pour combattre
les causes et les effets de l'abus de
substances engendrant la dépendance 27 316 369 francs

Art. 2

Le présent arrêté n'est pas soumis au référendum.

¹ RS 680

² Non publié dans la FF